

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 489 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 489
Mai - Juillet 2008
45^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Le réformisme: une «grande force tranquille» au service de l'ordre.
- Travailleurs sans papiers: de nouvelles menaces, de nouvelles luttes !
- Amadeo Bordiga. Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique (2)
- Spéculation et crises : ça suffit ! Ou un monument à l'impuissance de la petite bourgeoisie
- La Guinée entre crise politique et luttes ouvrières
- Pour un Premier Mai prolétarien et de lutte !
- Attaques bourgeoises d'un côté, sabotage syndical de l'autre. Pour se défendre il n'y a qu'un moyen : la lutte de classe anticapitaliste !

Un Nouveau Parti Anti... Communiste

QUE PENSER DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE QUE VEUT CONSTRUIRE LA LCR ?

L'ancien fondateur d'«Action Directe» a décidé d'adhérer au Nouveau Parti Anticapitaliste que veulent construire les trotskystes de la LCR - avec l'argument: «il vaut mieux un mauvais parti que pas de parti du tout (...). Vu la décomposition des forces de résistance, je pense qu'il y a là un espoir pour plein de gens qui en ont marre de vivre sans instrument de lutte» (1).

Quel sorte de parti sera ce NPA? Et pour qui peut-il représenter un espoir?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord réfléchir au soutien effectif qu'apportent les grands médias à Besancenot et à la LCR. Son passage-événement à l'émission de Drucker (tous les journaux en ont parlé, y compris «Gala», feuille axée sur la vie et les scandales des vedettes), une des émissions les plus suivies de la télé montre la réalité de ce soutien: Drucker, connu par sa servilité avec tous les pouvoirs existants, n'a pu songer à inviter Besancenot qu'avec l'accord de la direction de la chaîne, qui elle-même ne prend de décisions en matière politique (et même dans d'autres matières!) qu'après le feu vert de l'Elysée.

Et il n'y a pas que cette émission! Le PCF a publié, pour s'en offusquer, le dernier rapport publié par le CSA sur les temps de parole à la télé des divers partis: en janvier, les temps d'intervention dans les 7 chaînes passées en revue ont été, pour les journaux d'information de 132 minutes pour la LCR contre 34 minutes pour le PCF; dans les magazines d'information: 137 minutes contre 19; et pour ce qui est des «autres programmes»: 25 minutes contre... 10 secondes.

Si l'on songe au contrôle exercé par le pouvoir politique et les grands groupes capitalistes sur les médias, la sollicitude de ces derniers envers la LCR permet de juger ce que valent les fières paroles de Besancenot rapportées par Le Monde daté du premier juin: «il n'y a plus de place pour le réformisme»: de la poudre aux yeux! D'ailleurs lors de son passage chez Drucker, lorsque Sérillon lui a demandé s'il était révolution-

(Suite en page 3)

Quarante ans après la défaite de mai-Juin 68

Le quarantième anniversaire de mai 68 a vu déferler une débauche de publications (plus de 200 ouvrages les plus divers, sans compter les DVD et autres CD) et d'initiatives diverses, des plus «culturelles» aux plus commerciales: des T-shirts au thé Mai 68 du magasin de luxe Fauchon, de la vente aux enchères d'affiches ou de pavés sur e-bay, aux mémoires des anciens protagonistes, l'imagination est au pouvoir pour les margoulines avides de profits.

Contrairement à ce que s'imaginaient alors les tapageurs groupes d'extrême-gauche (et que quelques uns continuent encore à prétendre), mai-juin 68 n'a pas représenté l'ouverture d'une période révolutionnaire. Sans aucun doute, l'éclatement inattendu et spontané d'une grève générale illimitée a constitué une secousse terrible pour le système politique qui était en vigueur depuis dix ans, depuis que les barricades réactionnaires d'Alger avaient initié le processus de liquidation de la IV^e République et de la prise du pouvoir de de Gaulle.

Mais l'ébranlement de mai-juin 68 n'a débouché ni sur une crise révolutionnaire, ni même sur une crise de régime comme dix ans auparavant; il a suffi de décider la dissolution du parlement et la tenue d'élections législatives pour que s'apaise la vague gréviste et que finissent les affrontements de

ru. Quelques milliers de manifestants colonialistes auraient-ils eu plus de poids que des millions de grévistes, que de la plus gigantesque grève de l'histoire de France et sans aucun doute de la plupart des pays?

Pour comprendre ce fait en apparence paradoxal, il faut rappeler quelle était il y a quarante ans la situation du capitalisme français et international, et la situation du mouvement ouvrier dans le monde.

Après les terribles destructions de la guerre mondiale, et grâce à celles-ci, les années cinquante et soixante avaient vu un puissant redémarrage de l'accumulation capitaliste, d'abord pour la reconstruction et ensuite pour une forte expansion économique, principalement mais pas uniquement, dans les pays capitalistes les plus développés. Ce sont bien évidemment les prolétaires qui, par leur exploitation, ont été les moteurs

essentiels de ce développement capitaliste, avec les exploités des pays dits «périphériques» nouvellement indépendants ou encore coloniaux. Mais en dépit de cette exploitation souvent bestiale (conditions et durées de travail, conditions de vie, etc.), les prolétaires pouvaient constater une amélioration, lente mais réelle, de leurs conditions par leurs luttes. Comme l'avait déjà signalé Lénine en son temps, la bourgeoisie est capable dans les périodes d'expansion économique, de concéder à la classe ouvrière quelques miettes de ses profits afin de consolider la paix sociale. C'est sur la base matérielle de l'obtention et de la redistribution de ces miettes que le réformisme (ce que les bolcheviks appelaient autrefois l'**opportunisme** et qui vaut mieux aujourd'hui appeler le colla-

(Suite en page 2)

Travailleurs sans papiers: de nouvelles menaces, de nouvelles luttes !

Depuis plusieurs semaines le ministre Hortefeux se félicite de son tableau de chasse: plus de trente mille personnes en «situation irrégulière» expulsés en un an, une baisse du nombre de travailleurs sans-papiers, la mise sur pied progressive d'accords du contrôle de l'immigration avec certains pays, etc. Le gouvernement français entend bien profiter de sa présidence européenne pour généraliser sa politique à tous les pays de la Communauté.

Une circulaire devrait être ainsi adoptée début de juillet, instituant entre autres la possibilité d'interner d'office jusqu'à 18 mois les sans-papiers (Humain, le ministre Hortefeux assure qu'en France pour le moment il n'envisage pas de dépasser les 32 jours)! Sarkozy voudrait également faire interdire par cette circulaire toute régularisation mas-

sive de sans-papiers (comme il y en a eu par le passé en France, en Espagne ou en Italie) et instituer diverses mesures xénophobes contre les étrangers, les demandeurs d'asile, etc.

Ce projet a suscité des protestations diplomatiques des pays d'Amérique du Sud, où l'émigration constitue une utile soupape de sûreté et des réticences de certains pays comme l'Espagne où l'immigration a encore récemment joué un rôle utile dans la fourniture de main d'oeuvre à bas prix.

Mais il s'inscrit en fait dans une orientation politique qui se retrouve dans la plupart des pays européens, du Nord comme du Sud, et qui ne fera que s'accroître: faire des étrangers les bouc-émissaires des difficultés sociales et diviser les travailleurs selon leur nationalité.

On peut remarquer d'ailleurs que le même phénomène se retrouve dans les pays pauvres: il n'est qu'à voir les pogroms en Afrique du Sud contre les travailleurs et réfugiés venus du Zimbabwe... Le capitalisme en crise ne peut qu'attiser la concurrence entre prolétaires et ses diverses manifestations sous forme de racisme et de xénophobie. Les attaques contre les travailleurs étrangers, et en particulier contre les sans-papiers, sont ainsi présentées comme ayant pour but de «protéger» les travailleurs nationaux, ou même, comme le dit sans rire Hortefeux, de protéger les travailleurs étrangers «réguliers»!

Elles font partie en réalité de l'attaque d'ensemble menée par la classe bourgeoise

(Suite en page 4)

Après les élections en Italie

Le 13 avril ont eu lieu en Italie les élections législatives après que le gouvernement Prodi ait perdu la majorité au parlement; elles ont été nettement remportées par la droite qui a recueilli en gros 47 % des suffrages au sénat et au parlement, contre 38 % à ses opposants du PD et de l'Italie des Valeurs (petit parti dirigé par le juge Di Pietro, champion de la lutte contre la corruption). Le nombre des abstentions, ordinairement très faible en Italie, a progressé de 3% (un peu moins de 20%).

La majorité sortante était une coalition de centre gauche regroupant autour du principal parti, le PDS (successeur du PCI), des fragments de l'ex-Démocratie Chrétienne qui fut au pouvoir de manière quasi ininterrompue depuis la fin de la guerre, la «gauche radicale» (Parti de la Refondation Communiste, constitué il y a 15 ans par le courant qui refusait la «social-démocratisation» du PCI et

auquel pratiquement tous les groupes d'extrême gauche, trotskystes notamment, se sont ralliés), les Verts et d'autres petits partis.

Poursuivant le changement de look entamé lorsque il décida d'abandonner le nom de PCI et tout son verbiage pseudo «communiste» pour se montrer tel qu'il était vraiment, un parti réformiste bourgeois, le PDS, après une fusion avec les démocrates chrétiens de Prodi, s'est transformé en Parti Démocrate sur le modèle américain. Il a organisé des «primaires» auxquelles auraient participé 3 millions de personnes pour désigner son chef (Veltroni, maire de Rome et ancien apparatchik du PCI) et il ne se revendique même plus ouvertement comme un parti de gauche. Pour un parti dont l'action au gouvernement lui a valu la reconnaissance du grand patronat, ce n'est en rien

(Suite en page 4)

Quarante ans après la défaite de mai-Juin 68

(Suite de la page 1)

borationnisme) assoit et consolide continuellement son influence sur les prolétaires; se fait reconnaître la direction des luttes et leur contrôle de façon à ce qu'elle ne prenne pas une orientation anticapitaliste.

Tout au long de ce que les économistes bourgeois appellent sans honte «les trente glorieuses» de l'expansion économique, les capitalistes dans tous les pays développés ont peu à peu institué des amortisseurs sociaux et tissé des réseaux de collaboration des classes pour entraver et canaliser les luttes ouvrières.

En France, la fin de la IVe République marquée par la prééminence du parlement et des «corps intermédiaires», et la constitution d'un Ve République dotée d'un pouvoir exécutif fort répondait aux besoins des cercles capitalistes les plus puissants: face à la perte irrémédiable de l'empire colonial et au développement rapides des autres grands pays, il s'agissait d'accélérer l'expansion capitaliste en s'affranchissant des entraves constituées par les secteurs bourgeois archaïques qu'ils soient liés à l'exploitation coloniale, à la paysannerie traditionnelle ou à divers intérêts petits-bourgeois retardataires ou peu productifs. Menant une politique autoritaire de «modernisation» capitaliste qui faisait crier ces secteurs bourgeois au «pouvoir personnel», confronté au grave problème de la lutte d'indépendance algérienne contre laquelle il continuait et généralisait les exactions du régime précédent (guerre, tortures et massacres de masse en Algérie, couvre-feu et répression bestiale en France), le pouvoir gaulliste ne pouvait manquer de suivre aussi une politique autoritaire contre tous les mouvements sociaux en général, et en particulier contre les luttes ouvrières, même si sur ce point, il pouvait compter sur la force du PCF pour contrôler le prolétariat. L'exemple de la grande grève des mineurs en 1963 en donnait l'illustration: alors que la détermination des grévistes avait réussi à faire échouer l'ordre de réquisition émis par le gouvernement, la CGT et les autres syndicats réussissaient à faire reprendre le travail au bout de 5 semaines de grèves

Alors que pendant plusieurs années où l'expansion économique était en moyenne de 6% par an, les hausses des salaires avaient été régulières, les premiers signes de ralentissement économique international obligeaient à la fin des années soixante le capitalisme français, comme les autres, à serrer la vis aux prolétaires.

L'année 1967 fut ainsi la première année depuis la fin de la guerre où le salaire réel moyen **baissa**; c'était aussi l'année des «ordonnances» sur la Sécurité Sociale qui sont un premier plan d'«économies» sur le dos des travailleurs.

Le chômage avait fortement et rapidement augmenté, doublant entre 1966 et 1968 pour toucher 420.000 personnes (1). Dans une période où la durée hebdomadaire moyenne du travail était de 45 heures (maximum légal: 54 heures!), le taux de chômage global restait sans doute faible (2,5%) surtout comparé à ce qu'il deviendra par la suite, bien qu'il soit cependant devenu significatif chez les moins de 25 ans (5%); mais il alimentait sans aucun doute l'inquiétude des prolétaires sans pour autant constituer encore un frein aux luttes. A la Rhodiaca (Lyon) qui avait déjà connu une longue grève de 23 jours au printemps 1967, l'annonce de 200 licenciements pour 1968 (sur un peu plus de 10 000 salariés) mit le feu aux poudres: des milliers d'ouvriers manifestèrent à la fin de l'année aux cris de «grève générale!» et saccagèrent les bureaux directoriaux.

Les années précédant immédiatement 68 virent une croissance significative des luttes: 2,5 millions de journées de grève en 1966, 4,2 millions en 1967. Des luttes dures se déroulent cette année-là, avec occupation, affrontements avec la police, etc.: à Saint Nazaire, au Mans, à Caen, à Sud-Aviation

(Nantes), etc. Tous ces épisodes qui révélaient le climat existant dans la classe ouvrière, étaient des signes avant-coureurs de la grève qui éclata en mai-juin lorsque les prolétaires constatèrent que les violentes manifestations étudiantes faisaient reculer un pouvoir qui semblait jusque là inébranlable. Au niveau international, les difficultés économiques (renforcées parfois, comme aux Etats-Unis par la guerre coloniale) provoquèrent également dans la même période un regain des luttes sociales et ouvrières: on peut citer les longues grèves des cheminots et des dockers américains en 1967, celle des dockers de Londres et Liverpool à la fin de la même année, et de façon plus générale les luttes qui touchèrent la plupart des pays au début des années 70.

* * *

Ne pouvant décrire ici le mouvement de grève qui éclata en France en mai, nous nous contenterons de quelques chiffres qui indiquent assez son ampleur. Si les estimations du nombre des grévistes varient de 6 à 11 millions, on estime généralement qu'il y a eu trois fois plus de grévistes qu'en 1936 où ils étaient 3 millions environ. Plus de 4 millions de prolétaires auraient fait grève pendant 3 semaines, plus de 2 millions pendant un mois.

Le ministère du travail donne une estimation de 150 millions de journées de grève pour 1968, dans le secteur privé seulement; ceci est à comparer aux 23,4 millions de journées de grève en 1947, aux 23,1 millions en 1920 (ou aux... 1,4 millions en 2006, dernier chiffre publié). Pour faire une comparaison internationale, l'«automne chaud» italien de 1969 est crédité de 37,8 millions de jours de grève (mais le nombre de jours de grève restera dans les années soixante-dix à un niveau très élevé, entre 10 et 27 millions alors qu'en France il retombera très vite, entre 2 et 5 millions); en Grande-Bretagne, si le record historique des jours de grève avait été atteint lors de la grève générale de 1926 avec 162 millions (85 millions en 1921), en 1972 on y dénombra 23,9 millions et 29,4 lors de «l'hiver de la colère» en 1979 (et 1,04 en 2007); aux Etats-Unis, il y eut un pic à 69 millions de jours de grève en 1970, assez loin du record historique de 116 millions en 1946.

La vague de grèves a donc été trois fois plus puissante qu'en 1936, mais ses résultats concrets furent cependant inférieurs. La revendication de retour aux 40 heures qui était générale est passée à la trappe lors des négociations (2), de même que le paiement des jours de grève (qui n'avait pas été obtenu non plus en 1936). L'augmentation du salaire minimum fut importante: 35%, mais les «smigards» ne représentaient alors que 1,66% des salariés! L'augmentation des salaires accordée, en dehors du salaire minimum, était de 7% en juin et de 3% en octobre. Ces augmentations, très en dessous de ce que réclamaient de nombreux grévistes, furent, pour les bas salaires, rapidement mangées par l'inflation (surtout après la dévaluation). En effet alors que dans beaucoup de secteurs (comme chez Renault ou à la SNCF) les grévistes revendiquaient des augmentations salariales égales pour tous, seules des augmentations en pourcentage furent négociées et acceptées: pour les bourgeois comme pour les bonzes, il est vital de renforcer la sacro-sainte hiérarchie des salaires! Par contre patronat et gouvernement s'entendirent pour généraliser l'existence de sections syndicales dans les entreprises: l'action des bonzes syndicaux les avaient vaincu de l'efficacité de ces pompiers sociaux! Le premier ministre Pompidou pouvait déclarer: «le gouvernement est convaincu qu'un encadrement de la classe ouvrière par les syndicats possédant une formation et une influence nécessaire est utile à la bonne marche d'une entreprise» (3)...

Le «protocole d'accord» de Grenelle fut rejeté par les grévistes, obligeant à l'ouver-

ture d'une série de négociations par branche ou entreprise. Mais gouvernement, PCF et syndicats jouèrent alors à fond la carte de la mystification électorale: selon eux, la grève avait donné tout ce qu'elle pouvait, il fallait maintenant l'arrêter et livrer bataille sur le terrain électoral pour «aller plus loin». On sait ce qu'il en fut; une nouvelle démonstration fut effectuée que les élections ne servent jamais que la bourgeoisie en constituant l'antidote à la lutte de classe. Les millions de travailleurs en arrêtant le travail et bloquant les usines constituaient une force collective immense capable de paralyser le pays, tandis que les millions de bulletins de vote qu'ils étaient allés individuellement déposer dans les urnes ne représentaient que des bouts de papier sans valeur. La plus grande grève de l'histoire du prolétariat français se terminait trivialement dans la victoire électorale du «parti de la peur» regroupant toutes les couches attachées à la défense de l'ordre établi et l'élection d'une «chambre bleue CRS»...

LA NATURE DE LA CRISE DE MAI-JUIN

A l'occasion d'une réunion générale du parti tenue en septembre 1969, nous esquissons un bilan qui confirmait «notre conception de l'organisation politique du prolétariat, indispensable dans n'importe quelle crise sociale, mais qui après une longue phase de contre-révolution, ne peut surgir, en tant qu'organisation puissante et influente dans la classe ouvrière, que comme produit de la **rupture** de la fraction la plus avancée de cette classe avec l'opportunisme et sur la base du **programme historique** du prolétariat» (4)

Si, comme nous le disions alors, les événements de mai-juin 68 constituaient «une des premières manifestations de la crise capitaliste à venir», ses manifestations politiques diverses n'exprimaient «ni les intérêts ni les buts du prolétariat».

En effet «le mouvement étudiant qui fut à l'origine de la crise, a peut-être des prétentions révolutionnaires, utilise des moyens d'action violents, mais il est un mouvement petit-bourgeois, tant par sa base sociale que par son idéologie. Par ailleurs la lutte des ouvriers, bien qu'elle ait imposé aux dirigeants syndicaux le recours à l'arme traditionnelle de la grève générale, se limite à occuper les usines et accepte les négociations séparées avec le patronat, consentant ainsi à sacrifier toute la puissance sociale du mouvement à des avantages économiques, et combien éphémères.

Cette attitude de la classe ouvrière ne peut s'expliquer par les lieux communs du

«gauchisme»: *crise de direction, sclérose des partis traditionnels*, etc., mais seulement par la réalité profonde des **illusions réformistes** d'un prolétariat accoutumé, depuis des dizaines d'années, à considérer la révolution comme une chose impossible. Elle pose le seul problème auquel toute perspective, en mai-juin comme dans n'importe quelle crise sociale est liée: l'existence du parti de classe en tant que force politique agissant sur la base du programme communiste. Si on admet cette existence comme une nécessité absolue, la problème que stalinien et gauchistes débattaient en mai pour déterminer si la situation d'alors était ou non révolutionnaire, est un problème doublement mal posé.

D'abord et avant tout, parce qu'il ne peut s'agir de révolution quand le prolétariat est strictement subordonné aux directives de l'opportunisme politique et syndical. Ensuite, parce que l'existence de ce **contrôle étroit** et le fait qu'il ne rencontre aucune résistance sérieuse, prouve non seulement que les conditions **subjectives** de la révolution - l'influence du parti de classe - n'existaient pas, mais encore que ses conditions objectives, c'est-à-dire l'acuité des contrastes sociaux, etc., font également défaut.

En réalité, l'alternative de mai-juin n'était pas révolution ou non, mais: grève victorieuse ou grève trahie; étant bien entendu que la victoire de la brève supposait son orientation générale de classe: revendications unitaires et non négociations séparées; manifestations de rue et non encasement des ouvriers dans les entreprises; toutes positions que l'opportunisme syndical combattait avec la plus grande énergie»

* * *

L'alternative réelle était alors début ou non de reprise de classe, ce qui signifiait liquidation ou non du contrôle étroit exercé par les appareils réformistes **contre-révolutionnaires** sur la classe. En dépit de leur puissance élémentaire, les vagues de grève et d'agitation ouvrières qui secouèrent dans cette période la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et les autres pays capitalistes, étaient encore trop faibles pour aboutir à ce résultat. Autrement dit le capitalisme était malheureusement encore trop puissant, il disposait encore de suffisamment de réserves pour atténuer les contrastes sociaux, amortir les conflits entretenir les partis, organisations et institutions de la collaboration entre les classes.

Quarante ans plus tard, après un cycle

Le réformisme: une «grande force tranquille» au service de l'ordre

L'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'Etat, a vu en la CGT la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs.

Aujourd'hui, si la population n'est pas privée d'électricité et d'eau, de pain, de lait et d'autres approvisionnements indispensables, si certains trains ont pu circuler exceptionnellement, ce n'est pas le fait de la science du gouvernement, mais la volonté des fédérations de la CGT, qui en ont ainsi décidé en accord avec le bureau confédéral.

Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, lors de sa conférence de presse du 21 mai

«Le Monde», 23/5/2008

Si dans les heures les plus dramatiques de la crise, le pire a pu être évité, ce résultat est dû à une sorte de complicité objective entre l'Etat gaulliste d'une part et le Parti Communiste d'autre part, antagonistes publics, mais menacés l'un et l'autre par une poussée révolutionnaire qu'ils se sont appliqués, ensemble, à désamorcer, cha-

cun avec les moyens qui lui sont propres.

Au moment où l'Etat était muet et absent et les autorités publiques partout débordées, si la France, paralysée et frappée de stupeur, n'a pas été submergée par la vague, elle le doit au parti Communiste et à la CGT qui, faisant preuve de civisme, ont pris courageusement leurs distances à l'égard des «aventuristes» comme ils disent, de la nouvelle gauche révolutionnaire, ont empêché la grève généralisée de tourner à la grève générale, ont maintenu dans le pays un ravitaillement en vivres, gaz et électricité, au point que pendant quarante-huit heures l'ordre public en France s'est appelé Georges Séguy.

Et lors du renversement de situation du 30 mai, au moment où l'Etat reprenait voix et autorité proposant, par la dissolution de l'Assemblée nationale, de proches élections législatives, le parti Communiste acceptait aussitôt que sa querelle avec le gaullisme soit vidée sur le champ de bataille légal du scrutin démocratique, cependant que la véritable extrême gauche dénonçait les élections «bourgeoises» et criait derechef à la trahison de l'idéal révolutionnaire.

«Courrier des Démocrates», organe des centristes (Lecanuet), cité dans «Le Proletaire» n°56 (juillet-août 1968)

de crises et de guerres, si le prolétariat n'est toujours pas sorti de son impuissance, si le parti de classe n'est pas réapparu comme force réelle, le cadre général de la situation a cependant changé. Le contrôle du prolétariat par le réformisme s'est affaibli; non seulement le PCF, répugnant symbole de la contre-révolution, vit une longue agonie, mais les nouvelles organisations réformistes nées de 68 - qu'on n'appelle plus «gauchistes» - sont obligées de jeter leur masque pseudo «radical».

Lentement mais inexorablement, les contrastes sociaux ne cessent de s'aiguiser, recréant les conditions objectives sinon encore de la révolution, du moins de nouvelles luttes prolétariennes classistes. Les bourgeois ont célébré (à leur façon: en faisant du fric) l'anniversaire de mai-juin 68 parce qu'en définitive, il s'est agi d'une **victoire de l'ordre bourgeois** sur la menace constituée par la lutte ouvrière, d'une **défaite du prolétariat**.

Mais toutes les célébrations festives, toutes les falsifications ne peuvent exorciser la lutte prolétarienne. C'est le capitalisme lui-même qui poussera à nouveau les prolétaires à entrer en lutte pour se défendre contre la misère, la répression et l'exploitation, c'est lui qui dès aujourd'hui recrée sans le vouloir et sans en avoir totalement conscience, les conditions matérielles de la reprise de la lutte de classe. De nouvelles explosions sociales, de nouvelles vagues de grèves et de lutte sont inévitables.

Et il reviendra aux éléments d'avant-garde suscités par ces luttes de s'appuyer sur les expériences de mai-juin 68, de 1936, de l'automne chaud italien, de tous les mouvements passés de toutes les défaites, petites ou grandes, pour ouvrir enfin au prolétariat révolutionnaire la voie de la victoire en s'attelant à la reconstitution du parti de classe international!

Notes:

(1) Les chiffres du chômage en 1968 varient beaucoup selon les sources, peut-être parce qu'elles incluent ou non le chômage partiel qui avait alors fortement augmenté. Des milliers de suppressions d'emplois avaient eu lieu dans le textile, les charbonnages, la sidérurgie.

(2) Selon un des négociateurs de Grenelle, Benoît Frachon, dirigeant du PCF et de la CGT, s'adressa ainsi à un membre de la délégation patronale: «Monsieur le baron, j'ai

bien connu votre père. C'était un homme raisonnable. Avec Monsieur votre père, nous avons négocié, il y a un peu plus de trente ans, pas loin d'ici. Il y avait des millions de travailleurs en grève. Nous avons obtenu les assurances sociales, les congés payés et la semaine de quarante heures. Aujourd'hui, il y a sans doute trois fois plus de travailleurs en grève. Nous n'allons pas vous demander trois fois plus: la semaine de quinze heures, le triplement des congés et la gratuité de la sécurité sociale. Mais, Monsieur le baron, il faut quand même faire quelque chose. Pre-

nez exemple sur Monsieur votre père; Monsieur le baron: soyez raisonnable».

Les dirigeants syndicaux, eux assurément très «raisonnables», ne demandèrent même pas le retour aux 40 heures «obtenues» trente auparavant!

cf G. Bélorgey, «Aperçus d'histoire et de société contemporaine», www.ecritures-et-societe.com/categorie-10194113.html

(3) cf «Les années 68. Le temps de la contestation», Ed. Complexe 2000, p.452.

(4) cf «Le Prolétaire» n°71, décembre 1969.

Un Nouveau Parti Anti... Communiste

(Suite de la page 1)

naire et pour l'insurrection armée, Besancenot a noyé le poisson en disant que pour lui la révolution c'était pas des «flaques de sang»! Un «révolutionnaire» non violent a tout pour plaire aux médias (certains l'ont appelé le «révolutionnaire des familles»...): quoi d'étonnant si selon les sondages il est maintenant devenu la personnalité de gauche la plus populaire?

Un coup d'oeil au projet de texte d'orientation présenté par la direction de la LCR pour la réunion fin juin des comités préparatoires au nouveau parti (dont le congrès de fondation devrait avoir lieu à la fin de l'année) confirme cette orientation intégralement réformiste; le texte parle de «luttes» sans jamais préciser de quoi il s'agit et quel en est le but; s'il y a un passage sur le droit des femmes et sur la lutte contre le racisme, il n'y a pas un mot sur l'exploitation capitaliste et le sort du prolétariat: la classe ouvrière, apparemment, on ne connaît pas à la LCR!

S'il y a un passage sur la politique extérieure de l'Etat français, c'est pour critiquer le fait que Sarkozy la «réoriente» en l'intégrant dans «le dispositif impérialiste dominant»: l'impérialisme à combattre, c'est celui des autres! L'impérialisme français et ses crimes outremer, à la LCR on ne connaît pas! Cela explique son absence de réaction à l'intervention militaire française au Tchad en début d'année ou son silence complet sur les massacres commis par les régimes soutenus et armés par Paris (comme au Cameroun il y a quelques mois)...

La LCR critique dans son texte la «social-démocratie», mais c'est en prétendant qu'elle est «en train d'achever sa mutation» et qu'elle «accepte désormais sa conversion au capitalisme». Comme si cette «mutation», cette «conversion» (d'ailleurs pas encore terminée selon le texte si l'on comprend bien) datait de quelques mois ou de quelques années!

Apparemment la LCR a «oublié» qu'il y a presque 90 ans que les révolutionnaires marxistes se sont séparés des sociaux-démocrates parce que ces derniers avaient démontré dans les faits qu'ils étaient devenus des adversaires de l'émancipation prolétarienne, des partisans de l'ordre capitaliste n'hésitant pas à devenir des agents directs de la contre-révolution!

Cet «oubli» a permis à la LCR tout au long de son existence de fricoter avec le PS, d'aller gémir auprès de lui pour qu'il lui donne des signatures pour présenter des candidats aux présidentielles, et juste retour d'ascenseur, de soutenir les candidats du PS au deuxième tour des élections.

C'est ainsi que le véritable parrain de Besancenot a été Hollande: lors de l'avant-dernière présidentielle, le PS avait fourni les signatures à la LCR et usé de son influence pour ouvrir la porte des grands médias à Besancenot; il s'agissait pour le PS de réduire le vote LO (LO refusant alors de se désister pour les candidats de gauche, à la différence de la LCR), afin de pouvoir récupérer des voix d'extrême gauche au second tour (la manoeuvre n'a servi à rien, Jospin s'étant fait étaler dès le premier round!).

Cette critique de la «social-démocratie» n'a pas empêché la LCR lors des grèves de cet hiver d'appeler le PS à participer à un front commun pour soutenir les grévistes -

alors même que celui-ci s'était déclaré partisan de la réforme mise en oeuvre par Sarkozy et adversaire de tout syndicalisme qui serait de lutte et pas de collaboration!

* * *

L'hebdomadaire «Marianne» a publié dans sa livraison du 31 mai un débat entre Olivier Besancenot et Ségolène Royal (republié in extenso sur le site internet de la LCR, qui n'y a trouvé rien à redire).

Le nouveau chouchou des médias y justifie d'abord sa discussion avec Ségolène par le fait que «beaucoup d'électeurs de gauche se sentent orphelins de ce type de débat où chacun assume ses orientations, fait la part de ce qu'il y en a commun et de ce qui nous sépare. Il y avait des désaccords au sein de la famille de la gauche sur la façon de changer le monde entre ceux qui se disent réformistes et ceux qui se disent révolutionnaires». O.B. assure donc qu'il est de la même **famille** politique que la dirigeante du PS; sans doute le séparent il y a des «désaccords» mais il est utile d'avoir une confrontation politique à ce sujet, car «de la confrontation, des idées peuvent surgir!». En fait ce qui surgit de ce débat avec la dirigeante d'un parti bourgeois de gauche et le prétendu révolutionnaire, c'est qu'ils sont tous deux dans le même camp... A aucun moment le porte-parole de la Ligue Communiste Révolutionnaire n'y défend des positions révolutionnaires communistes. Aux professions de foi démocratiques de Royal, O.B. répond: «il faut une combinaison de la démocratie directe et du suffrage universel. Je suis pour une démocratie qui permette le contrôle (?)».

Un certain Lénine répliquait autrefois à un dirigeant socialiste allemand qui bavardait sur la démocratie: «il est naturel qu'un libéral parle de démocratie en général. Un marxiste ne manquera jamais de demander: *pour quelle classe?* (...) De quels sarcasmes Engels n'aurait-il pas accablé le plat philistin, le social-démocrate (...) qui se fût avisé de parler en général de *démocratie pure* dans une société divisée en classes!» (2)

En effet, pour le marxisme la «démocratie» est une illusion qui vise à masquer que la société est divisée en **classes antagonistes** et que la classe capitaliste dominante y maintient son pouvoir par une véritable **dictature** politique et sociale. Ce n'est pas le marxisme qui a reconnu l'existence de ces classes et leur lutte; sa caractéristique est d'étendre cette reconnaissance jusqu'à l'affirmation de la nécessité de la **dictature du prolétariat** pour détruire l'Etat bourgeois et en finir avec le capitalisme et la société de classes.

Besancenot ne dit rien de tout ça; au contraire, il affirme: «nous ne sommes pas contre le fait de participer aux institutions en tant que telles, (...) ce que nous contestons, c'est l'idée que la politique ce serait pour les institutions, et le social, pour la rue». En clair, pas question de détruire les institutions bourgeoises; il faut les améliorer, avec l'institution de la proportionnelle qui permettrait d'avoir «12 ou 13 députés de la LCR. Je ne dis pas que cela changerait tout mais cela pèserait». Le réformiste radical montre le bout de son oreille de parlementariste frustré...

Réformiste radical?

Ce n'est pas nous qui le disons, mais

Besancenot lui-même qui l'affirme hautement: «aujourd'hui, ceux qui sont partisans de réformes radicales, nous les invitons à construire un nouveau parti anticapitaliste ensemble». Sans doute, ajoute-t-il plus loin, «nous contestons l'hégémonie du PS sur la gauche et nous revendiquons notre indépendance». «Mais aller dans un gouvernement de gauche anticapitaliste, qui remette en cause l'économie de marché, je ne suis pas contre».

Le propre du réformisme est précisément de faire croire qu'un gouvernement de gauche, dans le cadre des institutions bourgeoises, pourrait remettre en cause «l'économie de marché», ou, pour parler clairement, le **capitalisme**. Le seul gouvernement qui sera capable de le faire, ce sera le **gouvernement révolutionnaire** issu d'une **insurrection armée** et instauré sur les ruines de l'Etat bourgeois: le gouvernement de la dictature du prolétariat dirigée par le véritable parti communiste internationaliste et international. Tout autre gouvernement ne peut être autre chose qu'un obstacle à la lutte des prolétaires et un auxiliaire de l'Etat bourgeois, comme l'ont montré d'innombrables et tragiques expériences historiques.

Les marxistes, les véritables révolutionnaires, ont toujours combattu les mensonges bourgeois sur l'Etat, la démocratie et les réformes, alors que la LCR les répand aujourd'hui avec autant d'effronterie que les sociaux-démocrates combattus hier par Lénine. La LCR a décidé avec raison que le parti qu'elle veut constituer sur cette orientation ne s'appellera plus «communiste révolutionnaire».

Mais en réalité il ne sera pas non plus «anticapitaliste». Ce sera un nouveau parti pseudo-révolutionnaire, un nouveau parti réformiste, un nouveau **parti anti-communiste**.

(1) cf CQFD n°57, juin 2008. Il y a trente ans nous avons montré que les groupes dits de «lutte armée» n'étaient en fait que des «réformistes armés». Les armes étant maintenant tombées, il ne reste que le réformisme...

(2) Lénine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», oeuvres Tome 18, p. 243.

« Il Comunista » n° 108 - Aprile 2008 Nell'interno

- Crisi economica capitalistica e lotta di classe
- La nauseante competizione elettorale torna ad intossicare le masse proletarie italiane
- Contratto dei metalmeccanici: un altro contratto capestro!
- Aldo Moro? Doveva morire...
- Fra gli sbiaditi miti piccoloborghesi eccelle il mito del Sessantotto
- La donna e il socialismo
- Al lavoro come in guerra!
- Ancora elezioni? Cadaveri che continuano a chiedere voti!
- Il sito internet del Partito Comunista Internazionale - www.pcint.org
- Nuovo Policlinico di Napoli: Umiliante irruzione poliziesca per colpire la legge 194

Dans la série
«Brochures le prolétaire»

Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe

ré-édition 2002 - 1,5 €

Au sommaire:

- Présentation
- Nécessité du parti politique de classe (*Il Programma Comunista*, 16-30 juin 68)
- Puissance et limites du mouvement de grève (*Le Prolétaire* n°55, juin 68)
- «La grande force tranquille», formule de la défaite ouvrière, les élections enterrement de première classe de la lutte prolétarienne (*Le prolétaire* n°55, juin 68)
- La contestation, antithèse de la Révolution (*Le Prolétaire* n°55, juin 68)
- Manifeste du Parti Communiste International sur la grève générale (juin 1968)
- Principaux tracts diffusés par le Parti Communiste International en mai 68
- Annexe: L'idéologie soixante-huitarde et le communisme révolutionnaire (*Le prolétaire* n°271, juillet 1978)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



24

Travailleurs sans papiers: de nouvelles menaces, de nouvelles luttes !

(Suite de la page 1)

capitaliste dans tous les pays contre les prolétaires en général.

Ce qui signifie qu'elles ne peuvent être vraiment combattues qu'en se situant sur le terrain de la lutte des classes et non sur celui de la charité ou de la compassion humanitaire. Mais pour aller sur ce terrain, le premier obstacle est constitué par les organisations collaborationnistes, ces véritables «pompiers sociaux».

LES POMPIERS SOCIAUX À L'OEUVRE

Depuis le 15 avril plusieurs centaines de prolétaires sans-papiers travaillant dans pus d'une vingtaine d'entreprises de la restauration, le nettoyage ou le bâtiment se sont lancés dans un mouvement de grèves, essentiellement en région parisienne. A la différence de ce qui se passe habituellement pour les luttes de ces travailleurs, ce mouvement avait pu voir le jour essentiellement grâce au soutien de la CGT. La centrale syndicale n'avait pas été soudainement touchée par la grâce de l'action de classe. En s'implantant dans un secteur potentiellement explosif en raison des conditions d'exploitation bestiales qui y régissent, la CGT voulait non seulement s'y voir reconnaître par le gouvernement un statut d'intermédiaire privilégié (rôle rempli jusqu'ici par des organisations comme «Droits Devant»); mais surtout elle entendait y jouer son rôle de **pompier social** contre la lutte ouvrière. Bien loin d'essayer d'étendre et de généraliser la lutte, bien loin d'organiser la solidarité active des travailleurs «réguliers» qui aurait pu leur apporter un appui décisif, la CGT s'est efforcée de circonscrire et contrôler les grèves en les isolant les unes des autres. De plus elle a immédiatement accepté (si elle ne s'était pas auparavant entendue avec lui) les conditions du ministère d'un examen **au cas par cas des dossiers individuels** des sans-papiers en lutte. C'était lui donner dès le départ le maximum de latitude pour diviser les grévistes et affaiblir leur force collective!

Cependant comme le gouvernement et les patrons, la CGT a été surprise par l'ampleur du mouvement. Plusieurs d'autres centaines de travailleurs ont rejoint la lutte, encouragés par le retentissement du mouvement, par les marques de sympathie rencontrées lors des manifestations (comme celle du premier mai) et par les premiers succès obtenus. La CGT a alors jeté le masque, refusant même de demander la régularisation des nouveaux travailleurs rejoignant le mouvement! Il faut dire qu'elle s'était entendue avec le ministère pour que celui-ci examine 600 à mille dossiers individuels, et pas davantage. Indignés, plusieurs centaines de travailleurs du Comité des Sans-Papiers de Paris (CSP 75), décidaient le 2 mai d'occuper des locaux de la Bourse du Travail pour dénoncer l'attitude de la CGT. Dans un communiqué, le CSP 75 affirmait:

«(...) Les dépôts de dossiers sont assujettis à un appui de la CGT. La preuve en a été faite ce mercredi 30 avril lorsque la coordination 75 des sans papiers s'est rendu en délégation pour déposer les dossiers d'un millier de travailleurs auprès de la Préfecture de Paris. Ce dépôt nous a été refusé. Or nombre de grévistes appartiennent également à différents collectifs membre de la coordination 75 et à ce titre la CGT ne peut fermer les yeux sur le soutien que nous lui avons apporté. Les questions que nous posons sont les suivantes: - **Quel est exactement l'ACCORD qui a été passé entre l'Etat et les différents représentants de cette grève? - Cet accord prévoit-il l'exclusivité pour la CGT et DROITS DEVANT**, du dépôt de dossiers qui seront pris en compte par cet accord? **Ce qui bien sûr limiterait la portée d'un mouvement qui aurait pu conduire à des régularisations bien plus massives!** Ainsi devant le manque de dialogue et

l'obstination de la CGT à nous oublier, nous demandons: - l'ouverture de discussions avec le syndicat pour envisager la prise en compte de la coordination 75 des sans papiers, dans les accords passés avec l'Etat. - La prise en compte de nos dossiers de travailleurs sans papiers au même titre que ceux déposés par la CGT, afin qu'eux aussi soient «favorablement» étudiés».

Le CSP 75 a révélé que la CGT lui avait affirmé dans des réunions antérieures que «le but du mouvement de grèves était de mettre la pression sur les patrons et le gouvernement pour obtenir des régularisations globales des travailleurs sans-papiers» (1). Les faits ont montré ce que valaient les belles paroles des bonzes syndicaux!

LES AUXILIAIRES D'EXTRÊME GAUCHE

Ils ont montré aussi l'attitude des divers acteurs et des diverses forces politiques qui affirment soutenir les luttes des sans-papiers. Embarrassés par l'action des sans-papiers de la CSP 75, les libertaires de la CNT, ne voulant pas se heurter à la CGT, ont prudemment évité de prendre position. Cela n'a pas été le cas de la LCR ou de LO.

Cette dernière a réagi à l'occupation de la Bourse du Travail par un article jésuitique où il n'y avait pas une seule critique, mais un soutien à la CGT: «Quand le 30 avril la Coordination des collectifs de sans-papiers de Paris a voulu aussi déposer collectivement mille dossiers, la préfecture de paris a refusé, prétendant qu'il fallait passer par la CGT. Comme si c'était la CGT qui décidait des régularisations! Ce mensonge a conduit des [sic!] sans-papiers exaspérés à se tromper de cible et à occuper la Bourse du Travail» (2). Ce n'est certes pas la CGT qui décide des régularisations, mais c'est bien elle qui veut décider qui peut être régularisable et qui ne peut l'être; et c'est bien elle qui refuse d'organiser l'extension du mouvement que LO conseille aux sans-papiers, ce qui n'est qu'une répugnante phrase creuse quand on soutient ceux qui s'y opposent!

La LCR a choisi son camp par un communiqué du 5 mai intitulé: «Pour la régularisation de tous les sans-papiers: Tournons l'ensemble du mouvement contre le gouvernement, Non aux divisions!». Elle y salue l'action de la CGT et de Droits Devant; elle y dénonce la «provocation» de la Préfecture de police refusant de prendre les dossiers apportés par la CSP 75, mais pour asséner: «cependant, la décision de la coordination 75 des collectifs d'occuper les locaux de la bourse du travail de Paris ne nous semble pas être une réponse pertinente à cette provocation. L'urgence est de favoriser l'unité et l'élargissement du mouvement contre le gouvernement et pour le soutien concret aux grévistes des sites occupés».

Ce que **cache** la LCR, c'est que c'est précisément la CGT qui bloque l'unité et l'élargissement du mouvement!

Le 22 mai, lors de la manifestation syndicale sur les retraites, le Service d'Ordre de la CGT en tête de cortège attaqua brutalement les sans-papiers devant la Bourse du Travail. Ni LO, ni la LCR n'ont jugé utile de condamner ces exactions ou même simplement d'en parler dans leur presse. Par contre la LCR trouva indispensable de publier quelques semaines plus tard un communiqué pour condamner la «scandaleuse agression» d'un jeune juif dans le 19e arrondissement; on apprit par la suite qu'il s'agissait d'une rixe entre bandes rivales et que le jeune en question, proche des milieux juifs d'extrême droite, avait déjà été condamné pour des agressions racistes. Mais l'affaire était à la une de tous les médias et la LCR ne peut jamais résister aux courants dominants...

De même la véritable **mutinerie** du Centre de Rétention Administrative de Vincennes, cette prison où sont parqués les sans-papiers raflés en attente d'être expulsés, auquel les résidents ont mis le feu le 22 juin

après la mort d'un détenu tunisien (un seul sans-papiers a malheureusement réussi à s'enfuir) était qualifiée par LO de... «fait divers dramatique» (3)!

Avec de tels auxiliaires, on comprend que la CGT se sente les mains libres.

Alors qu'elle avait été contrainte d'annoncer en mai le lancement d'une «deuxième vague de grèves» et que fin juin des rumeurs circulaient sur une troisième vague, les dirigeants syndicaux décidaient le 20 juin: «On ne déclenche pas la troisième vague «d'entreprises en grève» (4), on se donne du temps pour apprécier ce que fait réellement le gouvernement en termes de régularisations» (c.r. de la réunion des UD CGT de la région parisienne).

En clair cela signifie renforcer l'isolement des travailleurs en lutte et laisser toute latitude au gouvernement pour agir!

La CGT pouvait bien organiser le 3 juillet devant la Préfecture de Paris un rassemblement réunissant dans un «Front Uni» (sic!) autour d'elle, la Ligue des Droits de L'Homme, le RESF, la Cimade, le GISTI, SUD, Femmes Solidaires, Femmes Egalité avec la CSP 75 enfin amenée à résipiscence, pour demander respectueusement l'examen des dossiers de celle-ci, les autorités répondaient par une fin de non recevoir.

La conclusion est claire: il n'y a aucune confiance à accorder à la CGT, aucun «Front Uni» à constituer avec les appareils collaborationnistes, pour les revendications particulières des travailleurs sans-papiers comme pour celles des autres secteurs de la classe ouvrière. Seule la lutte et l'organisation de classe des travailleurs peut faire

reculer les patrons et le gouvernement. Et il n'y a rien à attendre non plus de ceux qui préfèrent se ranger du côté des collaborationnistes plutôt que du côté des travailleurs.

Solidarité de classe avec les luttes des travailleurs sans-papiers!

**Régularisation de tous les sans-papiers!
Fermeture des centres de rétention et libération des travailleurs!**

**Non aux arrestations et aux expulsions,
Non au contrôle de l'immigration!**

Travailleurs français et immigrés, avec ou sans papiers, une seule classe ouvrière!

(1) cf «Le journal de la Bourse du Travail occupée» n°1 (28 juin); En occupant les locaux de la Bourse, les sans-papiers se donnent un lieu de réunion, de centralisation et d'organisation de leur lutte - ce qui était autrefois la fonction de ces locaux. L'action des travailleurs regroupés dans la CSP 75 mérite de recevoir la solidarité sans faille de tous les prolétaires. Cela ne signifie pas que nous approuvions toutes les orientations qui s'y font jour. Il faut cependant comprendre qu'en l'absence d'un mouvement de classe, il est inévitable que les tendances conciliatrices aient le jeu facile dans les regroupements que se donnent les travailleurs.

(2) «Lutte Ouvrière» n°2075, 9/5/2008.

(3) «Lutte Ouvrière» n°2082, 27/6/2008

(4) Ce c.r. a été publié sur divers sites internet. Voir par exemple: toulouse.indymedia.org/article.php3?id_article=29231

Après les élections en Italie

(Suite de la page 1)

un reniement ou une «trahison», mais la reconnaissance enfin de son rôle. A l'occasion des législatives le PD a refusé toute coalition électorale à gauche, tandis qu'à droite Berlusconi s'unissait aux poujadistes de la Ligue du Nord de Bossi et aux ex-néo-nazis de Fini: un grand pas était ainsi fait vers la «bipolarisation» ou le «bipartisme» réclamé par beaucoup pour simplifier et rendre plus efficace le système politique représentatif bourgeois en Italie.

A gauche, le PRC, espérant que la «droitisation» du PD allait lui ouvrir un boulevard, organisait un rassemblement électorale qui avait vocation à déboucher sur un nouveau parti de gauche: la «Gauche Arc-en-ciel» unissant les soi-disant «rouges» aux Verts et à d'autres formations mineures. Las! Alors que les partis constitutifs de cette GA avaient réuni près de 4 millions de suffrages en 2006 (et obtenu de lucratifs postes de députés et ministres) soit 11% des votes, leur alliance en a recueilli à peine plus d'un million (3%): la gauche «radicale» a été la grande perdante de ces élections, les pertes du PD étant nettement moindres. Pour la première fois depuis la fin de la guerre, il n'y aura plus de communistes ou de socialistes au parlement, se sont lamentés les démocrates de gauche... Le réflexe du «vote utile» anti-Berlusconi a sans doute joué à plein dans ce résultat, mais une partie des électeurs de la gauche en 2006, écoeuré par cette dernière ont voté à droite ce printemps, faisant dire à Bossi que la Ligue du Nord était devenue le «nouveau parti des travailleurs»! A noter que les courants trotskystes qui, tels les rats quittant un navire en perdition, avaient quitté précipitamment le PRC ont souffert du même discrédit, selon leurs propres déclarations (1)....

Nous reproduisons ci-dessous un tract diffusé en guise de premier bilan par nos camarades en Italie après les élections.

(1) Trois courants trotskystes sont sortis du PRC et se sont, évidemment, présentés aux élections: la «Gauche critique», liée à la LCR française, le Parti Communiste des Travailleurs (obtenant chacun 0,5% des voix environ), et une scission de ce dernier qui ne s'est présentée que dans quelques circonscriptions, le Parti de l'Alternative Communiste.

**Elections: la droite a gagné et la gauche a perdu?
Quoi qu'il en soit, c'est la classe bourgeoise
qui a gagné et qui mettra en oeuvre une politique
de sang et de larmes en continuité parfaite avec le
gouvernement de centre-gauche!**

Prolétaires,

Le rideau est tombé sur le premier acte du théâtre politique bourgeois avec tous les oripeaux qui caractérisent chaque campagne électorale. Les partis anciens ou nouveaux se sont apparentés ou divisés selon les factions, représentant pour la énième fois le répugnant spectacle du plus gigantesque foutage de gueule que la bourgeoisie ait inventé: donner une fois de temps en temps aux masses prolétariennes l'illusion de «décider» d'envoyer au gouvernement des forces politiques qui feront quelque chose pour améliorer leurs conditions de vie et de travail!

Mais les échéances électorales finissent toujours sur la désillusion, plus ou moins

grande, de ceux qui en attendent une amélioration de leur sort. Les riches sont toujours plus riches, les prolétaires sont toujours plus pauvres, plus précarisés dans leur travail et leur vie quotidienne. Les prolétaires, jeunes, adultes ou retraités sont de plus en plus nombreux à ne pas arriver jusqu'à la fin du mois, à ne pas manger suffisamment, à ne pas avoir assez de quoi vivre! Les prolétaires sont de plus en plus nombreux pour un salaire de misère à être victimes d'accidents du travail, à être assassinés par des patrons qui ont toujours moins de scrupules à économiser sur les mesures de sécurité et de prévention.

La donne politique a été modifiée par le

résultat des élections; elle a été modifiée dans la mesure où le nombre de partis qui iront au parlement a été fortement réduit: il y aura 7 groupes parlementaires contre 39 hier. Une belle «cure d'amaigrissement»! Mais fondamentalement les choses n'ont pas changé, même si le jeu des alliances, des échanges de faveur, s'est fait plus simple. Le nombre des partis qui vont au parlement a diminué, mais les frais d'entretien des appareils politiques et bureaucratiques qui servent à dupes les prolétaires sur la réalité de la gestion du pouvoir politique n'ont pas été entamés; cette gestion toujours plus centralisée est entre les mains des forces de la conservation bourgeoise qui décident - véritablement - en dehors du parlement!

La tendance générale du capitalisme est en effet de centraliser le plus possible toutes les activités politiques, en relation avec la centralisation de l'économie et de la finance capitalistes. Le fameux «pouvoir fort» correspondant précisément à la concentration capitaliste et financière la plus grande, et donc à la simplification politique, le fameux bipolarisme constitué par 2 partis concurrents, est en réalité une nécessité pour le capitalisme afin de défendre plus efficacement sa société, son économie, sa domination.

Prolétaires,

Les partis de la dite gauche radicale, «critique» ou «extrémiste», ont essuyé une cuisante défaite électorale; ils n'auront plus de places garanties au parlement, leurs leaders ne seront plus reçus dans les salons politiques, dans les émissions de télé à grande audience. Les journalistes au service de la «véritable» démocratie se lamentent que les couches «des plus fragiles» de la population ne seront plus représentées au parlement et que personne ne pourra plus les défendre au sein des institutions!

Mais quand ont-elles jamais été défendues dans ces institutions?

Leurs misérables conditions de vie, la précarité de vie et de travail qui caractérise le quotidien des masses prolétariennes sont la démonstration que ces forces politiques, ces partis, travaillaient en réalité pour des buts bien différents: ils ont défendu la conservation sociale, le bon fonctionnement des entreprises, les finances publiques, les intérêts des capitalistes et du capital, les institutions de la bourgeoisie; et les miettes qui ont été parfois distribuées à certaines couches sociales plus en difficulté, n'ont fait que confirmer la détérioration générale des conditions d'existence des prolétaires, la paupérisation générale de la classe travailleurs.

Le fait que beaucoup de prolétaires du centre-nord ont cette fois-ci tourné le dos aux partis qui ont toujours parlé au nom de la classe ouvrière et ont voté pour la droite, et surtout pour la Ligue de Bossi, a causé beaucoup d'étonnement. Mais précisément les partis qui parlaient au nom des ouvriers ont toujours suivi une politique anti-ouvrière, en commençant par les orientations données aux syndicats qui sont sous leur influence. Ces partis auraient-ils pu suivre une politique différente, une politique qui soit réellement en faveur des intérêts ouvriers?

Non!

Ils ne pouvaient pas le faire, parce que leur vision de la société, le cadre dans lequel ils veulent maintenir la situation sociale, est entièrement bourgeoise; la seule différence avec les autres forces politiques de la bourgeoisie consiste uniquement dans le fait que ces dernières déclarent ouvertement qu'elles se trouvent du côté des industriels, du capital, de l'économie capitaliste.

Tous ne parlent que de «démocratie», de démocratie «véritable», de démocratie «directe»; et ils s'accusent les uns les autres de ne pas être de «vrais» démocrates.

Mais la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre qu'un système de gouvernement utilisé par la classe dominante capitaliste pour obtenir le consentement de la majorité de la population (qui est prolétarienne) à ses positions économiques, politiques, institutionnelles et militaires, et pour prévenir au

maximum toute velléité de révolte de la part des travailleurs contre les sacrifices de plus en plus grands qui leur sont imposés.

Ce système de gouvernement implique l'existence de forces politiques importantes (et abondamment subventionnées) diffusant l'interclassisme, cette politique réformiste qui prétend confondre les intérêts des diverses classes dans un intérêt général unique, l'intérêt du «peuple», de la «nation».

Prolétaires,

Les gouvernements qui se sont succédés pendant ces dernières décennies ont eu pour tâche de défendre et de soutenir les intérêts de l'économie nationale, du prestige international du pays, en vous imposant des sacrifices sur le plan des conditions de vie, de l'emploi, de la précarisation, de la diminution du salaire réel, de l'augmentation de la concurrence entre prolétaires non seulement italiens (entre jeunes et vieux, hommes et femmes), mais aussi entre italiens et étrangers, en présentant l'immigration soit comme un «danger» pour la sécurité des citoyens italiens, soit comme un moyen pour améliorer le bon fonctionnement de l'économie du pays, c'est-à-dire les profits des patrons!

Le succès électoral parmi une partie de la classe ouvrière d'un parti comme la Ligue du Nord (fondamentalement raciste et imbus des pires préjugés petit-bourgeois sur l'esprit de clocher, la défense de la famille et de la religion) qui a su capter le sentiment d'un spontanéisme ouvrier inquiet de l'avenir, craignant de perdre les quelques réserves acquises «après tant d'années de travail» (la maison, le jardin, les économies, etc), ce succès est la manifestation d'un malaise réel parmi les travailleurs; malaise causé par des décennies d'absence de la lutte de classe, cette lutte qui exprime la vitalité d'une classe qui est à la base de la production des richesses dans tous les pays, mais que la domination de la classe bourgeoise réduit à l'esclavage salarié, à la merci des hauts et des bas

du marché, de la concurrence capitaliste au niveau national ou international.

La seule possibilité pour la classe ouvrière de défendre ses conditions d'existence réside dans une lutte complètement indépendante des intérêts patronaux, et par conséquent des intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale; et cette indépendance doit être conquise en s'organisant sur le terrain de l'antagonisme social qui n'est pas un «choix» car il découle de la structure économique même de la société capitaliste. Le malaise social qui touche une partie importante de la classe laborieuse est la conséquence d'une économie destinée à connaître des crises de façon cyclique à cause de la concurrence internationale et de la saturation des marchés. Mais si la seule réponse donnée à ce malaise est l'appel à redresser l'économie du pays, d'un pays qui exige des sacrifices vis-à-vis des quels on ne promet que des palliatifs, alors qu'il est de plus en plus évident que les riches sont toujours plus riches tandis que la classe laborieuse tombe de plus en plus dans la misère, alors il est logique qu'électorale cela se traduise par une espèce de vengeance, de revanche individuelle contre ceux qui ont joui pendant des années de la confiance des ouvriers, mais qui n'ont en réalité rien fait pour défendre efficacement leurs conditions d'existence.

Prolétaires,

Le véritable rôle des forces dites de gauche, opportunistes et démocratiques bourgeoises en fait, a toujours été de confondre vos intérêts de classe avec ceux des petits, moyens ou grands bourgeois, en faisant croire que l'action politique démocratique - en particulier au parlement - pourrait permettre d'obtenir des améliorations réelles et solides de vos conditions de vie et de travail. Vous avez pu constater vous-mêmes au cours de ces dernières années qu'il n'en est rien. La politique collaborationniste des syndicats et des partis soi-disant ouvriers a conduit à déléguer, toujours et partout, la

défense de vos intérêts immédiats et futurs à des instances institutionnelles, provoquant une terrible paralysie de classe. Ils font croire qu'on ne peut lutter pour des objectifs et des intérêts prolétariens qu'en faisant confiance aux organisations existantes qui concilient vos intérêts avec ceux des patrons et des entreprises!

Ce n'est pas vrai!

Même si ce n'est que de manière épisodique, comme dans le cas des grèves de cheminots en France et en Allemagne, les ouvriers démontrent que la force de classe n'a pas disparu et qu'il est possible, en luttant de façon décidée et avec des méthodes de classe, de s'opposer à la détérioration continue des conditions de vie et de travail. Ces luttes doivent encourager les prolétaires de toutes les catégories en prendre directement en main la lutte de défense sur le terrain immédiat; et ce n'est qu'en luttant avec des objectifs, des moyens et des méthodes de classe qu'il sera possible de reconquérir le terrain de la lutte plus générale, politique, de la lutte pour la révolution complète d'une société qui non seulement n'est plus en mesure de donner un avenir acceptable à la classe ouvrière, mais qui se dirige inexorablement vers des crises toujours plus longues et profondes qui déboucheront inévitablement sur une guerre générale!

Pour une perspective d'avenir, il faut reprendre la voie de l'affrontement de classe!

Pour se défendre sur le terrain immédiat, il est nécessaire d'organiser les forces prolétariennes en associations classistes, indépendantes des appareils d'Etat et du collaborationnisme politique et syndical!

Vive la reprise de la lutte de classe!

Non à la démocratie bourgeoise, oui à la lutte de classe!

Vive la solidarité entre tous les prolétaires, quels que soient leur âge, leur sexe et leur nationalité!

16/4/2008

Un épisode oublié des luttes prolétariennes Les émeutes de la faim en Italie en 1898

L'année 1898 fut marquée par des émeutes de la faim dans diverses régions du pays et par des journées d'insurrection à Milan.

La situation alimentaire s'était détériorée dans le pays dès la deuxième moitié de 1897, en raison de récoltes particulièrement mauvaises. En 1896 la production nationale de blé avait été de 39.920.000 quintaux; en 1897 elle ne fut plus que de 23.891.000 quintaux. Etant donné le régime capitaliste, cela entraînait automatiquement une augmentation du prix du blé et donc du pain, alors comme en France élément de base de la consommation populaire.

Cette hausse des prix aurait pu être contenue en supprimant ou en réduisant les taxes douanières sur l'importation du blé; mais, sous la pression des grands producteurs agricoles, le gouvernement Rudini s'y refusa jusqu'au début de l'hiver, moment où il se résolut à une timide baisse des taxes.

Un autre facteur de la hausse du prix du blé était la hausse des tarifs de fret maritime - ce qui avait un retentissement direct sur l'importation de blé d'Amérique et surtout d'Argentine - en raison des tensions entre l'Espagne et les Etats-Unis sur la question de Cuba. L'éclatement de la guerre hispano-américaine en avril 1898 provoqua un nouveau renchérissement du prix du blé, et donc du pain. Le niveau très bas des salaires et le taux de chômage important en Italie, poussèrent de nombreux prolétaires, paysans pauvres mais aussi petits bourgeois des villes à protester violemment.

Les émeutes éclatèrent entre la fin avril et la mi-mai dans une grande partie du pays. Elles commencèrent en Romagne et dans les Pouilles, puis s'étendirent aux Marches, en Campanie, en Toscane, puis aux autres régions. Pour arrêter les manifestations, le 30 avril l'état de siège était décrété à Naples,

puis le 2 mai à Florence.

Mais c'est à Milan que les affrontements furent les plus graves. La capitale lombarde était alors la deuxième ville la plus peuplée d'Italie (après Naples) avec environ 500.000 habitants et il s'y trouvait un nombre prolétariat d'usine. La hausse du prix du pain y était en réalité moins grave qu'ailleurs, étant donné que le niveau des salaires était plus élevé et le chômage moins important que les autres régions d'Italie. La protestation à Milan prit très rapidement un caractère politique: aux revendications élémentaires contre la hausse des prix, les socialistes, de tendance réformiste dirigés par Turati, et les démocrates, ajoutèrent de revendications en faveur de boulangeries communales, de l'abolition des droits de douane sur le blé et des taxes sur la farine. Mais la répression mit le feu aux poudres.

Le vendredi 6 mai, la police intervint dans les usines Pirelli (1) pour arrêter des ouvriers et des militants syndicaux qui distribuaient des tracts contre la vie chère. Les ouvriers de Pirelli, recevant le soutien de travailleurs d'autres usines de la ville, manifestèrent pour exiger la libération des emprisonnés. Dans la soirée la police, aidée par des soldats, ouvrit le feu contre des manifestants qui leur lançaient des pierres: deux ouvriers furent tués et de nombreux blessés au cours de ces tirs.

Le samedi 7 mai une grève générale de protestation contre la répression était déclarée et massivement suivie. Pour maintenir l'ordre, les autorités eurent recours à des charges de cavalerie; les manifestants y répondirent par des jets de tuile depuis les toits et par l'édification de barricades. Dans l'après-midi l'état de siège était décrété dans la ville et les pleins pouvoirs accordés au général Fiorenza Bava Beccarsi, commandant du corps d'armée de Milan. Celui-ci, qui

avait installé son quartier général sous une tente place du Dôme (dans le centre de la ville), ordonna une répression sans pitié, au prétexte qu'il s'agissait d'un «mouvement révolutionnaire» dirigé par les «socialistes». En réalité les manifestations de rue étaient essentiellement spontanées, rassemblant beaucoup de femmes et d'enfants et en général des manifestants absolument sans armes. Quant aux socialistes ils se distinguaient par leurs appels au calme et leurs efforts pour convaincre les manifestants à abandonner les barricades et retourner chez eux.

Le dimanche 8 mai l'artillerie entra en action contre les barricades et les manifestants, tandis que le régime mobilisait 20.000 soldats. L'ordre était donné de tirer à hauteur d'homme afin de faire un massacre. Le lundi les manifestants continuèrent à résister tant qu'ils le purent derrière les barricades, sans autre armes que des pierres contre les fusils et les canons. Les dernières barricades tombèrent sous les coups des troupes d'assaut (*bersaglieri*). Le chiffre officiel des victimes à Milan fut de 80 morts et de 400 blessés parmi les insurgés et de 2 morts parmi les soldats (dont l'un, fusillé pour avoir refusé de tirer sur les manifestants), et de 50 morts dans le reste de l'Italie.

Les chiffres réels furent sans doute beaucoup plus élevés (peut-être 300 morts et 800 blessés seulement à Milan). Il y eut de très nombreuses arrestations et condamnations, surtout contre les anarchistes et les socialistes; des dirigeants socialistes réformistes comme l'avocat Turati, Bissolati, Anna Kuliscioff, etc., furent jetés en prison, de même que le républicain De Andreis ou le prêtre don Davide Albertario. Des centai-

(Suite en page 6)

Les émeutes de la faim en Italie en 1898

(Suite de la page 5)

nes de personnes furent condamnées à des années de prison par les conseils de guerre qui commencèrent à siéger le 24 mai. De nombreux journaux non seulement, socialistes mais aussi républicains ou catholiques, qui avaient protesté contre les massacres furent contraints de suspendre leur publication.

Le 6 juin 1898, le général Beccarsi, surnommé par la population «le boucher de Milan», reçut du roi Umberto Premier la Croix de Grand Officier de l'Ordre Militaire de Savoie pour le «remercier», selon les termes du télégramme officiel, du «grand service rendu aux institutions et à la civilisation et pour lui témoigner mon affectueuse recon-

naissance et celle de la patrie».

Deux ans plus tard, le 29 juillet 1900 Umberto était assassiné à Monza par Gaetano Bresci, un anarchiste revenu exprès des Etats-Unis où il avait émigré, afin de venger les morts de Milan et la décoration accordée à Beccarsi (2).

La politique réactionnaire et répressive du gouvernement fit naître notamment parmi les couches petites-bourgeoises, chez les intellectuels et les étudiants, des revendications de liberté et de démocratie. Une opposition populaire de gauche dont les socialistes étaient l'aile extrême prit de l'ampleur; elle se traduisit sur le terrain électoral par la défaite de la droite cléricale aux élections municipales de Milan, et aux élections nationales de juin.

Dès lors se posait pratiquement pour les socialistes l'alternative d'une alliance avec les forces de gauche pour lutter contre la réaction, défendre la démocratie, etc., ou de rester sur des positions intransigeantes de classe. La question devint plus brûlante avec le tournant effectué par la bourgeoisie avec le gouvernement Gliotti (à partir de 1903) qui se lança dans une politique démocratique, voulant défendre les intérêts bourgeois par la collaboration des classes plutôt que par la simple répression.

Si ces propositions n'eurent pas de suite, le réformisme triompha ouvertement dans le Parti Socialiste; il faudra attendre les années suivantes et le réveil des luttes prolétaires pour que commence à se dessiner une opposition révolutionnaire, quoiqu'encore confuse.

(Source principale: Giorgio Candeloro,

Storia dell'Italia moderna, vol.VII, Ed. Universale Economica Feltrinelli, 1981, pp.49-60)

(1) Le groupe Pirelli est aujourd'hui encore l'un des principaux groupes capitalistes non seulement milanais mais italiens; outre les pneumatiques il est aussi actif dans l'immobilier et la téléphonie, et il possède des établissements dans plus d'une dizaine de pays.

(2) Condamné à la peine capitale pour régicide, Bresci, dont Turati avait refusé de plaider la cause, vit sa peine commuée aux travaux forcés à perpétuité. Mais en avril 1901 les autorités annoncèrent qu'il avait été découvert sans vie dans sa cellule. Selon toute vraisemblance, il avait été tabassé à mort par ses geôliers.

Amadeo Bordiga Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique (2)

(La première partie de cet article est parue sur le n°488 du journal)

Depuis la fin de la première guerre, en tant que marxistes professant la doctrine classique originelle, nous avons du nous élever plus d'une fois contre la théorisation artificielle par certains d'une nouvelle classe coïncidant plus ou moins avec les formes du pouvoir.

L'Amérique ultramoderne, toute gonflée d'avoir su exploiter depuis la fin de la première guerre mondiale une Europe désormais exsangue, où est né historiquement le pouvoir des capitalistes industriels, nous présente le mythe de la technocratie: ce ne seraient plus les riches ou les patrons des grandes entreprises qui dirigent, mais les scientifiques et les techniciens de tout niveau qui ne formaient jusqu'ici qu'une couche de fonctionnaires ou de complices des premiers.

Parcourons d'un bond tout l'intervalle historique entre la première guerre et la première révolution ouvrière, et l'intervalle géographique entre l'extrême occident et la grande Russie. Là, il était clair qu'une révolution de classe double avait jeté aux pieds du prolétariat triomphant et l'absolutisme féodal tsariste et le capitalisme qui avait essayé de prendre sa place. Cependant, même dans le camp des théoriciens marxistes - et, on l'aura compris, nous faisons ici allusion au grand Trotsky - des hésitations apparurent sur la question du pouvoir et de sa nature prolétarienne; une opposition ouvrière et marxiste russe affirmait que le pouvoir était tombé entre les mains d'une nouvelle classe qui n'était ni la bourgeoisie ni le prolétariat, mais qui semblait être la bureaucratie constituée à l'ombre du nouvel Etat.

Tout en se solidarisant avec la courageuse opposition trotskyste contre la maladie effective de la dictature communiste qui devint peu après le stalinisme, la gauche marxiste, que nous ne nous arrêterons pas à qualifier d'*italienne*, nia catégoriquement que la bureaucratie soit une classe sociale et qu'elle puisse s'emparer du pouvoir; elle considérait cette perspective comme fautive parce qu'elle rompait avec l'enchaînement historique classique et orthodoxe préconisé par Marx. Lors de l'affrontement entre le pouvoir de Staline et l'opposition généreuse de Trotsky et de tant d'autres héroïques camarades, ce furent malheureusement ces derniers qui succombèrent devant une force supérieure, et ces sinistres événements marquèrent la chute de la grandiose révolution. Ces prétendues nouvelles formes qui affirment être nées dans la puissante matrice de l'histoire, ne constituent donc pas un fait nouveau dont il faudrait discuter pour réfuter leurs caractères de classe: ce ne sont que des **pseudo-classes**; hier la bureaucratie ou la

technocratie, aujourd'hui les étudiants ou les intellectuels, ou celle que nous pourrions appeler en souvenir de Molotov la *culocratie* (1), ne sont que des formes indistinctes et floues qui ne peuvent pas, comme les vraies classes, être annonciatrices de nouvelles perspectives historiques pour les collectivités humaines tourmentées.

* * *

Revenons encore un moment à la méthode chronologique pour exposer l'évolution des rapports entre la jeunesse étudiante et le prolétariat socialiste, au moins pour ce qui est de l'Italie. Nous pouvons rappeler le premier socialisme de la fin du dix-neuvième siècle, quand le parti enregistrait l'adhésion du fameux écrivain Edmond De Amicis dont il conseillait aux jeunes l'ouvrage bien peu marxiste et révolutionnaire sur les «luttes civiles». De Amicis était pacifiste, il détestait la violence autant que Luther King dont le cadavre est encore chaud; la même mentalité pleurnicharde et doucereuse était partagée en Angleterre par les Fabiens et en France par les partisans de Malon contre qui Marx ne fut pas avare de traits féroces. Pour justifier son socialisme édulcoré, De Amicis essayait même dans un chapitre d'expliquer aux jeunes comme il le pouvait l'économie marxiste; mais c'était pour renvoyer ceux qui en avaient la possibilité à certains cours universitaires de l'époque, expliquant qu'ils y trouveraient de plus amples renseignements que dans ses faibles pages de vulgarisation.

En ce temps là, seule la Faculté de Droit comprenait un cours d'économie politique, naturellement selon des orientations que Marx aurait dites d'économie vulgaire; elle s'illustrait des noms de Pantaleoni, Loria, puis Einaudi, contre quelques uns desquels Engels eut à polémiquer. Evidemment, pour le bon socialiste à l'eau de rose De Amicis, pour qui Bissolati et Turati (2) étaient de dangereux subversifs, ces pâles cours universitaires d'économie étaient excessivement théoriques: il ne pouvait lui venir à l'esprit des sources plus autorisées.

En 1911 on célébra en Italie le cinquantième de l'unité nationale réalisée sous le drapeau de la monarchie de Savoie. Bien que dirigé alors par des éléments droitiers, le parti socialiste eut le mérite d'inciter le prolétariat à ne pas considérer comme siennes ces manifestations de gloire à la patrie bourgeoise, et en règle générale il refusa d'y envoyer ses représentants.

A l'inverse les étudiants italiens, plus ou moins encadrés par leurs professeurs, étaient en première ligne des manifestations tricolores. Du reste, lors des années précédentes et

jusqu'à l'année tragique de 1898 (3), ils avaient applaudi aux monstrueuses expéditions coloniales, alors que le prolétariat socialiste avait su s'y opposer, y compris par de courageux affrontements de rue. Au tournant du siècle, il n'y avait donc rien de commun, mais complète antithèse entre étudiants et travailleurs italiens.

Le lecteur qui a la chance de faire partie de la jeune génération ne doit pas croire qu'il n'y avait pas de grèves étudiantes au début du siècle. Les problèmes de l'orientation de l'école étaient encore plus brûlants qu'aujourd'hui, étant donné la tradition récente de lutte du nouvel Etat laïque contre l'Eglise qui dominait toute l'organisation scolaire.

Alors que les travailleurs s'opposaient ouvertement à l'Eglise, sans pour autant idéaliser la fonction culturelle de l'Etat de classe moderne, les étudiants se détournaient de plus en plus es milieux et des institutions cléricales pour rejoindre les orientations bloccardes et franc-maçonnaires de ce qui s'appelait alors la gauche populaire. Dans toute l'Europe, le bon bourgeois radical, de gauche, répétait comme une phrase sacrée les paroles de Victor Hugo: «Dans chaque village un homme tend un flambeau, le maître d'école, et un autre souffle dessus, le curé» (4)! Nous devons renvoyer à coups de pied dans les bras de la bourgeoisie les maîtres d'école et les curés.

Dans toutes les agitations étudiantes on voyait des jeunes orateurs plus ou moins éloquentes crier: «A bas les curés!». Ils haranguaient ainsi leur auditoire: «Si vous êtes royalistes, vous devez haïr les curés qui rêvent encore de vous prendre Rome; de même, si vous êtes républicains. Si vous êtes radicaux, vous devez être vous aussi anticléricaux. Peut-être êtes vous socialistes? Vous aussi vous devez venir dans la grande famille des ennemis des curés». Un peu plus tard, dans les premières années du siècle actuel, une grande lutte se déroula en France (ministère Combes) pour expulser curés, frères et moins de leurs dernières positions dans l'Ecole.

Au niveau (comme on dirait aujourd'hui) de la politique adulte, cette orientation laïcissante, franc-maçonne et d'unité populaire devint rapidement dominante, conduisant l'aile marxiste et révolutionnaire des partis prolétaires à la combattre comme un très grave danger. La correspondance entre les agitations étudiantes et la méthode bien connue des francs-maçons nous semble claire. Les maçons arrivaient à leur objectif de châtrer le mouvement ouvrier en promettant classiquement à leurs affiliés, surtout aux plus jeunes, des carrières faciles, prestigieuses et rémunératrices. Les jeunes ont toujours été les premiers à répondre à de tel appels, et ce phénomène avait et a toujours une portée notable. Il y a un demi siècle, ceux qui s'enthousiasmaient en entendant: «quelle splendide carrière tu feras, quand tu sera grand!» avaient encore leurs dents de lait; aujourd'hui, même les bébés connaissent le néologisme «percer».

* * *

La gauche marxiste s'éleva bien vite con-

tre les déplorables et coupables hésitations de la droite socialiste qui tendait à accepter les appels au «bloc» au parlement et dans les institutions locales; elle affirmait l'incompatibilité d'une politique de collaboration entre partis se réclamant de classes opposées. Cette opposition était plus nette en Italie que dans d'autres pays et cela permit mieux qu'ailleurs de défendre le prolétariat contre les influences idéologiques du radicalisme démocratique bourgeois qui, comme chacun sait, fut la cause de la catastrophe internationale d'août 14. En Italie, dans l'affrontement historique entre neutralistes et interventionnistes, les étudiants offraient un milieu favorable aux manœuvres des fauteurs de guerre, sous la conduite parfois de leurs enseignants qui rappelaient les paroles du prophète fameux qui avait tonné sur le rivage de Quarto lors du «mai radieux» (5).

Nous pouvons voir dans ces événements les premières racines tant des vingt ans successifs du fascisme si diffamé que du nouveau bloccardisme dont la tête de turc n'est plus la soutane noire du curé, mais la chemise noire du milicien. La tromperie ne change pas au long de l'histoire, le danger est toujours le même: briser les frontières entre les classes réellement antagonistes qui sont toujours et partout la bourgeoisie patronale et le prolétariat travailleur.

Dans ce conflit désormais quasi séculaire, nous avons toujours trouvé porteuses du piège le plus redoutable, les classes-fantôme, les fausses classes qui, comme aujourd'hui les intellectuels, s'offrent à jouer les entremetteurs et les escrocs pour escamoter la ligne historique inexorable qui mène à la victoire mondiale du prolétariat quand il parviendra dans tous les pays à sa dictature révolutionnaire.

(1) Molotov, qui représente l'archétype du bureaucrate soviétique et qui fut très longtemps le second de Staline, était appelé par celui-ci: «cul-de-plomb».

(2) Bissolati et Turati étaient des dirigeants socialistes réformistes.

(3) Pour ce qui est de l'année 1898 en Italie, voir l'article ci-contre.

(4) Cette sentence, attribuée à Victor Hugo, était reprise par nombre de publications anticléricales.

(5) En mai 1860, Garibaldi, le héros de la lutte pour l'unité nationale italienne, prit le départ du rivage de Quarto (dans les environs de Gènes) pour sa première expédition militaire contre le Royaume des Deux Siciles, au nom du roi Victor Emmanuel II.

«Marxisme et science bourgeoise»

Sous ce titre est parue une brochure qui contient les articles suivants: - **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959. Brochure «le Prolétaire» n° 22 (36 pages): 1,5€

Spéculation et crises : ça suffit ! Ou un monument à l'impuissance de la petite bourgeoisie

L'éclatement de la crise financière au début de cette année a plongé dans la stupeur et la consternation les innombrables apologistes du mode de production capitaliste. Les pires sont sans aucun doute ceux qui se considèrent comme d'audacieux critiques de gauche du capitalisme, ceux qui se reconnaissent dans ATTAC et autres organisations et mouvements «en lutte» (lutte toute platonique!) contre ce qu'ils appellent le «libéralisme».

Un exemple nous est donné par une pétition d'économistes qui a eu ce printemps les honneurs de l'émission radiophonique «Là-bas si j'y suis» (France Inter), et des médias «Politix», «L'Humanité», «Marianne», «Le Monde Diplomatique», «Il Manifesto» (Italie), «Publico» (Espagne), «Die Tageszeitung» (Allemagne). Par la suite cette pétition a été soutenue, selon eux, par la LCR, le PCOF (organisation néo-stalinienne), les groupes «MARS Gauche républicaine» (que nous ne connaissons pas), «Pour la République Sociale» (organisation animée par le député PS Mélenchon), Survie, les syndicats FSU et SUD, la Confédération Paysanne, AT-TAC, «Transfo! Italia», etc.

Bref, nous sommes en présence d'un véritable profession de foi de la Gauche européenne...

«La finance dérégulée détruit les sociétés. Silencieusement, au quotidien, quand les actionnaires pressurent les entreprises, c'est-à-dire les salariés, pour en extraire davantage de rentabilité, au Nord comme au Sud. A grand spectacle et avec fracas dans les crises aiguës où se révèle brutalement les invraisemblables excès de la cupidité spéculative et leur contre-coup sur l'activité et l'emploi. Chômage, précarisation, accroissement des inégalités: les salariés et les plus pauvres sont voués à faire les frais soit de la spéculation, soit des nuisances du krach qui s'ensuit.

Depuis deux décennies, le cours de la finance mondiale n'est qu'une longue suite de crises:

1987, krach boursier; 1990, crise immobilière aux Etats-Unis, en Europe et au Japon; 1994, krach obligataire américain; 1997 et 1998, crise financière internationale; 2000-2002, krach Internet; 2007-2008 enfin, crise immobilière et peut-être crise financière globale.

Pourquoi une telle répétition? Parce que toutes les entraves à la circulation des capitaux et à l'«innovation» financière ont été abolies. Quant aux banques centrales qui ont laissé enfler la bulle, elles n'ont plus d'autre choix que de se précipiter au secours des banques et des fonds spéculatifs en mal de liquidités.

Nous n'attendons pas la prochaine crise sans rien faire et ne supporterons pas plus longtemps les extravagantes inégalités que la finance de marché fait prospérer ni les dangers qu'elle fait courir à tous [Tremblez, requins de la finance!]. Parce que l'instabilité est intrinsèque à la dérégulation financière, comment les dérisoires appels à la «transparence» et à la «moralisation» pourraient-ils y changer quoi que ce soit - et empêcher que les mêmes causes, de nouveau, produisent les mêmes effets? Y mettre un terme suppose d'intervenir au cœur du «jeu», c'est-à-dire d'en transformer radicalement les structures. Or, au sein de l'Union européenne, toute transformation se heurte à l'invraisemblable protection que les traités ont cru bon d'accorder au capital financier.

C'est pourquoi nous, citoyens européens, demandons l'abrogation de l'article 56 du Traité de Lisbonne, qui, interdisant toute restriction à ses mouvements, offre au capital financier les conditions de son emprise écrasante sur la société. Et nous demandons également que soit restreinte la «liberté d'établissement» (art. 48) qui laisse opportunément au capital la possibilité de se rendre là où les conditions lui sont les plus favorables, et permettrait ici aux institutions financières de trouver asile à la City de Londres ou ailleurs. Si par «liberté» il faut entendre celle des puissances dominantes,

aujourd'hui incarnées dans la finance, d'asservir le reste de la société, disons immédiatement que nous n'en voulons pas. Nous préférons celle des peuples à vivre hors de la servitude de la rentabilité financière.»

(Cf. <http://www.stop-finance.org>.)

Pour les petits bourgeois - il s'agit toujours de s'attaquer - à coups de pétitions, on n'est pas des sauvages - aux conséquences, aux effets, du capitalisme, jamais au capitalisme lui-même. Pour les petits bourgeois, même quand ils se baptisent révolutionnaires et communistes, il s'agit toujours de confondre les intérêts de classe distincts et opposés dans un intérêt commun à tous, supposé être supérieur aux différences de classe.

C'est ainsi que dans cet appel les «entreprises» sont synonymes des «salariés», les deux étant pressurés par les actionnaires: patrons et ouvriers de toutes les entreprises unissez-vous contre les financiers! La finance en effet selon nos économistes détruirait les sociétés; toutes les classes devraient donc s'unir dans la défense de la société.

Attention, qu'on ne prenne pas les pétitionnaires pour des naïfs ou des mous! Leur appel n'est pas «dérisoire»: ils veulent intervenir «au cœur du jeu» pour «en transformer radicalement les structures»! Marx et Lénine n'ont qu'à bien se tenir, on va voir ce qu'on va voir Ils proposent donc rien moins que... l'abolition de l'article 56 du Traité de Lisbonne!

Après un coup si radical, si nous osons encore proférer une objection, peut-être pourrions-nous faire remarquer que le traité de Lisbonne n'étant toujours pas entré en vigueur, le capital financier ne jouit pas encore des conditions de sa domination sur la société; et que d'autre part cela n'a en rien empêché l'éclatement de la dernière crise financière...

«Il ne faut pas s'imaginer que les représentants démocrates sont tous des boutiquiers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme», écrit Marx dans «Le Dix-Huit Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte». «Ce qui en fait les représentants de la petite-bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit-

bourgeois ne dépasse pas lui-même dans la vie, et que par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquels leurs intérêts matériels et leur situation sociale poussent les petits bourgeois. Tel est d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent».

L'imbécillité, si évidente au premier coup d'oeil, d'une telle pétition s'explique par son caractère fondamentalement petit bourgeois.

Le petit bourgeois souffre lui aussi des crises du capitalisme, et même parfois plus que les prolétaires, car il risque justement de perdre sa position de classe et de se prolétarianiser: il peut se faire plumer à la bourse par «les gros» ou voir sa petite affaire péricliter sous la concurrence des plus puissants.

Mais il lui est congénitalement impossible de remettre théoriquement en question les fondements et les mécanismes du mode de production parce que ceux-ci sont à la base de son appartenance de classe; de la même façon qu'il lui est impossible d'envisager une lutte quelconque contre le capitalisme.

Malheureux petit bourgeois coincé entre les classes fondamentales de la société, son indignation contre les «extravagances» des financiers, leur insouciance et leur rapacité ne peut alors déboucher que sur des vœux pieux en faveur de la «réglementation» du système respectueusement adressés... aux grands capitalistes et aux grands financiers! Quant aux prolétaires au sort desquels il feint de s'intéresser, il ne leur réserve que haine et mépris.

Lorsque le prolétariat recommencera à reprendre la voie de sa constitution en classe et donc en parti, il lui faudra éviter à tout prix des paralysantes alliances interclassistes que lui proposeront les représentants de la petite bourgeoisie.

Ce n'est qu'en menant de façon résolue sa propre lutte indépendante de classe, non pour la liberté populaire de vivre hors de la servitude à la finance, non pour réglementer le capitalisme, mais pour le détruire, qu'il pourra neutraliser les couches petites bourgeoises et entraîner certains éléments derrière lui.

La Guinée entre crise politique et luttes ouvrières

Le 20 mai dernier le président Lansana Conté a limogé par décret Kouyaté, le «Premier ministre du peuple» dont la nomination avait été présentée par les syndicats comme une grande victoire des travailleurs.

Il n'y eut aucune manifestation de protestation, tant Kouyaté avait rapidement déçu tous les espoirs que les syndicats avaient fait naître envers lui. Une étude de l'officine impérialiste «International Crisis Group» du 24 juin est accablante vis-à-vis de Kouyaté, accusé de s'être «coupé des couches populaires qui l'avaient accueilli en sauveur et de l'élite politique et intellectuelle de Conakry», d'avoir été davantage intéressé par ses intérêts personnels que par la réalisation du programme de «réformes» auquel il s'était engagé, etc. D'autres sources indiquent que ce sont ses heurts certains intérêts miniers qui l'ont fait chuter.

L'ICG crédite bien le gouvernement Kouyaté de quelques succès économiques, mais il constatait que ceux-ci n'avaient pas augmenté son crédit politique auprès de la population. Car «la baisse de l'inflation [obtenue par le gouvernement] n'implique aucunement une baisse des prix ou une amélioration du pouvoir d'achat, mais indique simplement un ralentissement de l'érosion de ce dernier qui n'est pas nécessairement perceptible pour les familles guinéennes» (1).

Merveille de l'économie moderne! Sarkozy nous l'avait dit en France: l'inflation diminue, le problème est seulement que, bêtement, les consommateurs ne s'en rendent pas compte...

Les consommateurs guinéens se sont bien rendus compte que le prix du riz importé (50 kg) est passé de 150.000 Fg en mars à 210.000 en avril (le riz local atteignant lui les 250.000 Fg), les autres produits de première nécessité connaissant des hausses comparables. Alors que l'inflation est galopante, contrairement à ce qu'écrivent les

experts de l'ICG, les salaires, eux, ne bougent pas ou presque, tandis que persistent pour la population les problèmes d'approvisionnement en eau et électricité que le nouveau gouvernement avait promis de résoudre sans délais. Cette situation avait conduit à divers troubles comme les émeutes en mars à Fria, où la population accusait l'usine d'alumine d'accaparer les ressources en eau et électricité.

Fin mai une nouvelle mutinerie de soldats du rang demandant le paiement de leur solde sema la panique dans la ville. Après la résolution de cette crise par des promesses gouvernementales (et le loyalisme de la Garde présidentielle), quelques jours plus tard ce furent des policiers qui se mutinèrent à leur tour et s'affrontèrent aux soldats.

GRÈVES

La grogne touche aussi bien sûr les travailleurs.

Le 30 mai l'intersyndicale enseignante déposait un préavis de grève générale pour le 19 juin afin d'obtenir entre autres le doublement des salaires, et le versement de diverses primes. Elle précisait cependant qu'elle demanderait aux enseignants de rester chez eux afin de ne pas troubler l'ordre public. Largement suivie la grève était arrêtée 4 jours après son déclenchement, par les syndicats en raison des «négociations fructueuses» qu'ils disaient avoir eues avec le gouvernement. Il s'agit en réalité pour l'essentiel de promesses: le «paiement immédiat» de diverses primes ne devrait pas avoir lieu avant 3 mois; le doublement des salaires sera examiné pour 2009, etc. Sur la prise en charge des 12 000 contractuels, seuls 6000 le seront en juin, etc.

Tout indique que les directions syndicales ont vendu le mouvement contre un plat de lentilles;

Ces derniers temps des grèves ont eu lieu dans différentes entreprises. Le 10 juin la direction de la SMD (Société Minière de Dinguraye, productrice d'or, à capitaux majoritairement norvégiens qui emploie 500 personnes) envoyait des avis de licenciements à plusieurs travailleurs dont certains avec 8 ans d'ancienneté. En dépit des menaces de faire appel à l'armée, la grève était aussitôt déclenchée; selon les déclarations des travailleurs à la presse: «Si nous comparons le salaire d'un expatrié plus son déplacement et son logement cela est égal au salaire de 50 guinéens! Si c'est des raisons économiques, il faut licencier les expatriés qui perçoivent dans les 7 000 \$ à 25 000 \$ par mois. Le petit blanc de la HSE et les deux nouveaux (R et Andrew), ne font que des jeux de cartes sur leur ordinateur. La production ne fait qu'augmenter au jour le jour. Le comble, ce matin la solution pour la direction de la SMD est de faire venir les militaires Guinéens pour tuer les indigènes comme au temps colonial».

Une grève à la Compagnie des Bauxites de Guinée s'est déroulée fin mai; elle s'est terminée le 30 après que les travailleurs aient obtenu un certain nombre de concessions: maintien des avantages en nature et une augmentation des salaires.

A Kignero le syndicat de «Semafo Guinée», société productrice d'or, avait déposé un préavis de grève illimitée pour le 8 juillet pour obtenir une augmentation substantielle des salaires, l'établissement d'un contrat de travail pour les journaliers avec plus de 5 ans d'ancienneté, etc.

Mais la grève sans doute la plus intéressante est celle menée par les travailleurs de Rusial à Fria.

Rusial est la plus grande usine d'alumine d'Afrique, employant 1200 travailleurs, et comme son nom indique elle est à capitaux russes. Depuis le déclenchement de la grève illimitée le 2 juin, la production y était totalement paralysée. La grève y a été menée par des jeunes ouvriers du secteur fabrication, qui semble-t-il, avaient participé au mouvement de 2006 qui a secoué tout le pays.

Ces jeunes étaient particulièrement critiques par rapport au syndicat: «Les syndicalistes sont de mèche avec la direction. Depuis l'augmentation du prix du carburant et du riz, on s'est plaint au syndicat, mais ils n'ont pas bougé. Ils sont corrompus par les Russes, donc on leur a donné un ultimatum depuis fin mars mais ils n'ont pas réagi. C'est pourquoi, on a arrêté de travailler» déclarait l'un d'eux à Guinée News.

La grève dura 7 jours, obligeant les patrons à céder plus qu'il ne l'auraient voulu et la reprise du travail fut finalement votée à l'appel du syndicat, après qu'un premier appel à la reprise n'ait pas été suivi. Cependant une partie non négligeable des travailleurs voulait continuer. La lutte reprendra certainement à Rusial...

Dans cette situation tendue, les bourgeois et les impérialistes s'interrogent. Le rapport de l'ICG que nous avons cité au début écrit: «Beaucoup de Guinéens y compris dans la classe politique comptaient plutôt sur la possibilité d'un d'une sorte d'un bon coup d'Etat militaire qui déposerait le vieux général et ouvrirait la voie à une transition démocratique parrainée par des officiers bienveillants et progressistes [sic!]. Le scénario de coup d'Etat libérateur est cependant dangereux» estime l'ICG en raison de «l'indiscipline» des soldats, des risques d'explosion, etc. Aussi elle se rabat sur la solution d'«élections législatives crédibles».

Les bourgeois songent sans aucun doute à toutes les solutions et rêvent aux bons militaires qui vont les sauver de la crise.

Pour les prolétaires, toutes ces «solutions» sont également mauvaises. Qu'elle que soit celle qui verra le jour, il lui faudra se défendre; et pour se défendre réellement, il lui faudra, comme ses frères de classe de tous les pays échapper à la tutelle des faux amis, les organisations syndicales vendues, et s'organiser lui-même sur des bases de classe!

(1) Briefing Afrique n°52. Dakar-Bruxelles, 24/6/08

Pour un Premier Mai prolétarien et de lutte !

(TRACT DIFFUSÉ LORS DES MANIFESTATIONS DU PREMIER MAI)

Prolétaires !

Il est temps que le Premier Mai redevienne la **journee internationale de lutte des prolétaires de tous les pays** pour la défense de leurs conditions de vie et de travail; il est temps de rompre radicalement avec les politiques de collaboration de classes des organisations syndicales réformistes: elles n'ont jamais apporté d'avantages durables aux travailleurs, mais ont permis au contraire la **fragmentation** de la classe ouvrière en mille couches, catégories et secteurs corporativement isolés, facilitant ainsi la **concurrence entre prolétaires**, entre français et immigrés, entre «légaux» et «clandestins», entre chômeurs et embauchés, entre précaires et réguliers, entre jeunes et vieux, entre hommes et femmes, etc., concurrence qui est l'**arme suprême** des patrons et de l'Etat bourgeois.

Au long des décennies d'expansion économique et d'accroissement gigantesque des profits capitalistes qui ont suivi la dernière guerre mondiale, la classe bourgeoise a pu accorder aux travailleurs quelques miettes de ses profits. Ces concessions, les capitalistes ne les ont accordées que sous la pression des luttes ouvrières, et avec l'objectif bien défini de garantir la **paix sociale**, c'est-à-dire la disparition de la **lutte de classe** qui seule peut menacer leur domination.

Mais depuis des années et au rythme des crises économiques successives, les capitalistes, sous le besoin impérieux de maintenir et d'accroître leurs profits, se sont employés dans tous les pays à reprendre progressivement les avantages obtenus autrefois par les travailleurs, à accroître toujours plus leur exploitation, à s'attaquer continuellement à leurs conditions de vie et de travail.

Prolétaires!

La précarité qui touche aujourd'hui de très nombreux prolétaires, jeunes, intérimaires, sans-papiers, chômeurs, est en réalité le sort auquel les capitalistes destinent tous les travailleurs, y compris dans les pays riches et ultra-développés qui dominent le monde.

C'est le capitalisme qui accroît toujours plus les inégalités sociales, créant ainsi la tranchée entre les classes antagoniques; c'est le capitalisme qui accroît toujours plus les différences entre les pays riches et les pays pauvres, condamnant leurs prolétaires à la misère la plus abjecte et à la faim; c'est le capitalisme qui produisant **trop** de marchandises, **trop** de capitaux, est périodiquement frappé par des récessions causées par cette surproduction et qui, à un certain moment, enfoncera inévitablement le monde dans une grave crise économique générale dont il ne pourra sortir que par la destruction et une nouvelle **guerre mondiale** - si le prolétariat ne réussit pas à l'arrêter par la **révolution**.

Depuis 1945, le monde n'a pratiquement pas connu un seul jour sans guerre à un endroit ou l'autre de la planète: le capitalisme ne connaît pas d'autre solution à ses problèmes et à ses contradictions. L'ampleur, la durée et l'extension des guerres dépendent sans doute de la gravité des antagonismes et des heurts d'intérêts; mais il est de fait que la croissance capitaliste signifie aussi la croissance des antagonismes et de tous les facteurs qui conduisent vers la guerre.

Ce n'est par hasard si, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, le gouvernement américain a inventé le concept de *guerre préventive*, avant d'envahir l'Afghanistan puis l'Irak et de menacer l'Iran; ce n'est pas

par hasard si la Russie se réarme et si la Chine montre les dents; ce n'est par hasard si le gouvernement français réintègre l'OTAN et envoie des renforts en Afghanistan (tout en continuant ses interventions militaires habituelles: au Tchad et aux Comores, après hier la Côte d'Ivoire, sans parler du Congo ou du Liban).

Au delà des circonstances particulières, c'est la démonstration qu'aussi vrai que le capitalisme produit en permanence depuis soixante ans des «guerres locales», il s'achemine inexorablement vers des crises insurmontables et vers un nouveau **conflit mondial** qui en sera la conséquence.

Une seule force peut arrêter cette course infernale à la guerre: la force des prolétaires, dont l'**exploitation** crée les profits des capitalistes et fait vivre ce mode de production inhumain.

Cependant les travailleurs ne peuvent sortir de l'impuissance actuelle et exprimer cette force capable de renverser le capitalisme, qu'à la condition de surmonter la concurrence qui les divise, de rompre avec les pratiques de collaboration des classes qui les paralysent, de s'organiser pour la lutte de défense exclusive de leurs intérêts propres - en un mot à la condition de reprendre la voie de la **lutte indépendante de classe!**

Prolétaires!

Les «réformes» anti-ouvrières actuelles ne sont pas dues à la méchanceté particulière d'un Sarkozy; celui-ci ne fait qu'exprimer les besoins du capitalisme et une Ségolène Royal n'aurait pas mené une politique substantiellement différente. Aucun «dialogue social» ne pourra jamais convaincre les capitalistes qui mènent **consciemment** leur offensive pour accroître l'exploitation des prolétaires: prolétaires et capitalistes ne sont pas des «partenaires sociaux», mais des **adversaires de classe!**

Il est possible de résister aux attaques qui se succèdent sans interruption, mais en me-

nant des luttes **réelles** et avec d'autres moyens, d'autres méthodes et d'autres objectifs que ceux décrétés par les appareils syndicaux collaborationnistes et leurs suiveurs.

Pour avoir des chances sérieuses de réussite, ces luttes ne peuvent pas être laissées entre les mains de ces appareils indissolublement liés aux institutions de la collaboration des classes et qui ne peuvent donc que les saboter et les trahir, comme on l'a vu une nouvelle fois lors des grèves des régimes spéciaux cet automne: l'**organisation** des travailleurs sur une base **de classe**, indépendamment et contre les orientations collaborationnistes, est une **nécessité**.

- *Augmentation générale des salaires, plus forte pour les bas salaires, en correspondance avec l'inflation!* - *Revalorisation de tous les minimas sociaux et du SMIC!* - *Réduction de la journée de travail et de l'intensité du travail!* - *Embauche immédiate des travailleurs temporaires et précaires!* - *Réduction de l'âge de la retraite et la pension à taux plein!* - *Salaire intégral aux chômeurs et demandeurs d'emploi!* - *Régularisation immédiate des sans-papiers et libération des travailleurs emprisonnés!*

Telles sont quelques unes des **revendications immédiates** qui répondent aux besoins les plus pressants des prolétaires; elles ne pourront être obtenues que par une **lutte générale** rassemblant les travailleurs par delà les limites d'entreprise, de corporation, de sexe ou de nationalité.

Mais tout succès ne serait que temporaire s'il ne s'inscrivait pas dans la reprise de la lutte de classe anticapitaliste.

Pour le retour à la lutte de classe révolutionnaire!

Pour l'union des prolétaires de tous les pays!

Pour la reconstitution du Parti Communiste Mondial!

ATTAQUES BOURGEOISES D'UN CÔTÉ, SABOTAGE SYNDICAL DE L'AUTRE

Pour se défendre il n'y a qu'un moyen : la lutte de classe anticapitaliste !

(TRACT DIFFUSÉ LORS DES MANIFESTATIONS SYNDICALES DU 17 JUIN)

La hausse continue des prix (de l'essence aux produits alimentaires en passant par les loyers, etc.) constitue un gigantesque vol commis par la classe des capitalistes et son Etat (qui enregistre des rentrées record grâce aux taxes sur l'essence et à la TVA) au détriment des travailleurs dont les salaires stagnent.

Alors que les conditions de vie et de travail ne cessent de se dégrader (le journal patronal «L'usine Nouvelle» reconnaissait en décembre dernier: «la pénibilité du travail ouvrier s'accroît»), le gouvernement poursuit de son côté la politique anti-ouvrière menée par ses prédécesseurs de droite ou de gauche, avec un zèle redoublé par la crainte que fait peser la crise mondiale sur les profits et la compétitivité des capitalistes nationaux: réductions d'impôts pour les bourgeois, allègement des charges sociales pour les entreprises, amnistie pour les délits patronaux, etc.; après avoir réussi à supprimer les régimes spéciaux de retraite (qui étaient un «privilège intolérable» selon Sarkozy et ses amis milliardaires), il a fait passer l'augmentation du nombre d'annuités; il aggrave les pressions sur les chômeurs, pourchasse et expulse les travailleurs sans-papiers, réprime les jeunes et les travailleurs en lutte, tout poursuivant ses attaques: sur le temps de travail, sur le contrat de travail, contre les salariés de la Fonction Publique, etc.

LE «DIALOGUE SOCIAL»,

C'EST LA SOUMISSION AUX INTÉRÊTS CAPITALISTES !

Mais si le gouvernement et les patrons peuvent mener ces attaques continues contre les travailleurs, c'est grâce à la **complicité** des appareils syndicaux. Chacun se souvient comment les directions syndicales ont **saboté** les grèves de l'hiver dernier sur les régimes spéciaux de retraite, négociant discrètement avec le gouvernement (et les directions d'entreprise) la défaite des grévistes.

Depuis le début de cette année, elles se sont employées à éviter toute lutte d'ampleur: c'est qu'elles occupés à négocier avec le patronat et de le gouvernement les formes ou les conditions des prochaines attaques contre les travailleurs!

C'est par exemple le cas de l'accord sur le contrat de travail, ou l'accord sur la représentativité syndicale qui a été salué comme un accord «historique» par le patronat: on a eu droit au très édifiant spectacle de Thibaut, Chérèque et Parisot, main dans la main, venir défendre cet accord auprès des députés de l'UMP!!!

Le seul résultat de ce syndicalisme du *dialogue social*, c'est le renforcement de la politique anti-ouvrière: l'encre de cet accord

qui permettait des remises en cause exceptionnelle du temps de travail n'était pas encore sèche, que le gouvernement annonçait la généralisation de l'augmentation du temps de travail!

Thibaut peut bien traiter Fillon et Bertrand de «menteurs», qui en réalité ne cessent de mentir aux travailleurs en faisant croire qu'ils les défendent, sinon les partisans fanatiques du dialogue social, de la **collaboration de classe**, du **respect de l'ordre établi** et de la **paix sociale** que sont ces directions syndicales?

L'ORGANISATION ET LA LUTTE DE CLASSE INDÉPENDANTE, SEUL MOYEN POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS !

Les syndicats collaborationnistes multiplient les «journées de lutte» bidons dans le seul but d'empêcher la lutte véritable contre les patrons et l'Etat bourgeois. C'est une dangereuse illusion de croire qu'il serait possible d'obliger ces appareils intégrés dans les institutions bourgeoises de la paix sociale, à faire ce qu'ils ne veulent ni ne peuvent faire: soutenir et organiser la défense des intérêts de classe prolétariens.

Les travailleurs ne peuvent pas plus compter sur eux que sur les partis dits de gauche qui ont démontré au gouvernement qu'ils étaient des serviteurs fidèles du capitalisme, ou leurs suiveurs d'extrême gauche; ils ne peuvent compter que sur **leurs propres forces**, sur leur propre lutte de classe.

Il est possible de résister victorieusement aux attaques bourgeoises, mais à condition de s'engager dans une **lutte réelle!** Une lutte qui n'ait rien à voir avec les rituelles «journées d'action» et les manifestations-procèsions qui ne servent qu'à démoraliser ceux qui y participent; une lutte menée avec **des moyens et des objectifs classistes** en rupture avec les orientations défaitistes du collaborationnisme et du réformisme; une lutte centrée sur les besoins exclusifs des prolétaires, rassemblant les travailleurs de toute nationalité, de tout sexe, de tout âge et de toute corporation; une lutte qui exige l'**organisation indépendante, sur des bases de classe**, des travailleurs pour que ceux-ci puissent la contrôler et la diriger **eux-mêmes** au lieu de la laisser entre les mains des professionnels de la collaboration avec la bourgeoisie; une lutte défensive qui deviendrait alors le premier pas vers la **lutte révolutionnaire** pour abattre le capitalisme.

Lutte et organisation de classe contre les attaques des patrons et de l'Etat!

Juin 2008

**Souscription pour la publication de
Terrorisme et Communisme en Italien**
Alain: 20,00 / David: 80,00 / Lyon: 100,00 /
Peter: 20,00 / Victor: 100
Total liste: 320,00

**SOUSCRIPTION PERMANENTE
2e liste 2008**
Aix, réunions: 60,00 / Alain: 4,50 / David:
20,00 / Gw: 12,50 / Noël: 20,55 / Paris: 700 /
Remoullins: 12,50 / Victor: 160,00
Total liste: 990, 05
Total général: 2038, 55

Points de contact:
Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :
Pour la France : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926.
Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**